

# Canada Gazette



# Gazette du Canada

## Part I

## Partie I

OTTAWA, SATURDAY, OCTOBER 9, 1999

OTTAWA, LE SAMEDI 9 OCTOBRE 1999

### NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* is published under authority of the *Statutory Instruments Act*. It consists of three parts as described below:

- Part I Material required by federal statute or regulation to be published in the *Canada Gazette* other than items identified for Parts II and III below — Published every Saturday
- Part II Statutory Instruments (Regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published January 6, 1999, and at least every second Wednesday thereafter
- Part III Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably practicable after Royal Assent

The *Canada Gazette* is available in most public libraries for consultation.

To subscribe to, or obtain copies of, the *Canada Gazette*, contact bookstores selling Government publications as listed in the telephone directory or write to: Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

### AVIS AU LECTEUR

La *Gazette du Canada* est publiée conformément aux dispositions de la *Loi sur les textes réglementaires*. Elle est composée des trois parties suivantes :

- Partie I Textes devant être publiés dans la *Gazette du Canada* conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfont pas aux critères des Parties II et III — Publiée le samedi
- Partie II Textes réglementaires (Règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le 6 janvier 1999 et au moins tous les deux mercredis par la suite
- Partie III Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que possible après la sanction royale

On peut consulter la *Gazette du Canada* dans la plupart des bibliothèques publiques.

On peut s'abonner à la *Gazette du Canada* ou en obtenir des exemplaires en s'adressant aux agents libraires associés énumérés dans l'annuaire téléphonique ou en s'adressant à : Les Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9.

<i>Canada Gazette</i>	<i>Part I</i>	<i>Part II</i>	<i>Part III</i>
Yearly subscription			
Canada	\$135.00	\$67.50	\$28.50
Outside Canada	US\$135.00	US\$67.50	US\$28.50
Per copy			
Canada	\$2.95	\$3.50	\$4.50
Outside Canada	US\$2.95	US\$3.50	US\$4.50

<i>Gazette du Canada</i>	<i>Partie I</i>	<i>Partie II</i>	<i>Partie III</i>
Abonnement annuel			
Canada	135,00 \$	67,50 \$	28,50 \$
Extérieur du Canada	135,00 \$US	67,50 \$US	28,50 \$US
Exemplaire			
Canada	2,95 \$	3,50 \$	4,50 \$
Extérieur du Canada	2,95 \$US	3,50 \$US	4,50 \$US

## REQUESTS FOR INSERTION

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Public Works and Government Services Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0S5, (613) 991-1351 (Telephone), (613) 991-3540 (Facsimile).

Bilingual texts received as late as six working days before the desired Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

Each client will receive a free copy of the *Canada Gazette* for every week during which a notice is published.

## DEMANDES D'INSERTION

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 350, rue Albert, 5<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario) K1A 0S5, (613) 991-1351 (téléphone), (613) 991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour chaque semaine de parution d'un avis, le client recevra un exemplaire gratuit de la *Gazette du Canada*.

## TABLE OF CONTENTS

No. 41 — October 9, 1999

<b>Government House*</b> .....	2990
(orders, decorations and medals)	
<b>Government Notices*</b> .....	2995
Appointments .....	2995
<b>Parliament</b>	
House of Commons .....	3002
<b>Commissions*</b> .....	3003
(agencies, boards and commissions)	
<b>Miscellaneous Notices*</b> .....	3014
(banks; mortgage, loan, investment, insurance and railway companies; private sector agents)	
<b>Proposed Regulations*</b> .....	3021
(including amendments to existing regulations)	
<b>Index</b> .....	3029

## TABLE DES MATIÈRES

N° 41 — Le 9 octobre 1999

<b>Résidence du Gouverneur général*</b> .....	2990
(ordres, décorations et médailles)	
<b>Avis du Gouvernement*</b> .....	2995
Nominations .....	2995
<b>Parlement</b>	
Chambre des communes .....	3002
<b>Commissions*</b> .....	3003
(organismes, conseils et commissions)	
<b>Avis divers*</b> .....	3014
(banques; sociétés de prêts, de fiducie et d'investissements; compagnies d'assurances et de chemins de fer; autres agents du secteur privé)	
<b>Règlements projetés*</b> .....	3021
(y compris les modifications aux règlements existants)	
<b>Index</b> .....	3030

\* Notices are listed alphabetically in the Index.

\* Les avis sont énumérés alphabétiquement dans l'index.

**GOVERNMENT HOUSE****CANADIAN BRAVERY DECORATIONS**

The Governor General, the Right Honourable ROMÉO LEBLANC, on the recommendation of the Canadian Decorations Advisory Committee, has awarded bravery decorations as follows:

*Star of Courage*

GOJKO MILISAVLJEVIC, S.C.

On January 14, 1998, Gojko Milisavljevic was severely injured while rescuing his two children from a fire that destroyed his family's home in Hamilton, Ontario. Awakened shortly after midnight by a raging fire, Mr. Milisavljevic raced through the blazing second-storey hallway to his son's bedroom while his wife went for help. He grabbed the nine-year-old boy, leaped through the wall of flames again, and managed to reach his screaming two-year-old daughter in another bedroom. With the flames closing in on him inside the room, he lowered his son from an open window and dropped him through the billowing smoke to the backyard below. He then let the toddler fall into his son's arms before jumping to safety himself.

*Star of Courage*NAFISAH VARIEND, S.C. (*Posthumous*)*Medal of Bravery*

SUBRINA VARIEND, M.B.

Early on the morning of May 4, 1997, in Greenfield Park, Quebec, Nafisah Variend lost her life following the rescue of her two young children. Awakened by smoke, she and her sister Subrina Variend rushed to the boys' flaming bedroom. As soon as Nafisah opened the door, Subrina darted inside, grabbed her two-year-old nephew from his crib and gave him to Nafisah. Subrina then rushed back inside the room in search of the three-year-old boy but, blinded by the smoke, was unable to locate him. As the heat and flames intensified in the apartment, Nafisah told Subrina to escape with the toddler then continued searching until she found her older son hiding under a bed. Nafisha then managed to escape by jumping from a two-metre-high window with her child in her arms but tragically, they both died from their burns some time later.

*Medal of Bravery*

LESLIE WARREN BLANCHETTE, M.B.

On the evening of June 10, 1996, Leslie Blanchette rescued six neighbourhood children from a burning house in Winnipeg, Manitoba. As soon as he discovered that his neighbour's house was on fire, Mr. Blanchette rushed inside the front door and saw

**RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL****DÉCORATIONS CANADIENNES POUR ACTES DE BRAVOURE**

Le Gouverneur général, le très honorable ROMÉO LEBLANC, selon les recommandations du Conseil des décorations canadiennes, a décerné les décorations suivantes pour actes de bravoure :

*Étoile du courage*

GOJKO MILISAVLJEVIC, É.C.

Le 14 janvier 1998, Gojko Milisavljevic s'est grièvement blessé en secourant ses deux enfants lors d'un incendie qui a détruit sa résidence à Hamilton, en Ontario. Réveillé peu après minuit par un violent incendie, M. Milisavljevic a couru dans le corridor du deuxième étage, où le feu rageait, jusqu'à la chambre de son fils de neuf ans, pendant que son épouse allait chercher du secours. Attrapant le garçon, il s'est élancé de nouveau dans les flammes et a réussi à se rendre jusqu'à l'autre chambre où se trouvait sa fille de deux ans qui criait. Comme les flammes se refermaient de plus en plus sur lui, il a descendu son fils du bout de ses bras par une fenêtre et l'a laissé tomber dans le jardin arrière qui était envahi par la fumée. Il a ensuite laissé tomber la bambine dans les bras de son fils, avant de sauter lui-même pour échapper au brasier.

*Étoile du courage*NAFISAH VARIEND, É.C. (*à titre posthume*)*Médaille de la bravoure*

SUBRINA VARIEND, M.B.

Tôt le matin du 4 mai 1997, à Greenfield Park, au Québec, Nafisah Variend a perdu la vie après avoir secouru ses deux jeunes enfants. Réveillées par la fumée, Nafisah et sa sœur Subrina Variend se sont précipitées vers la chambre des garçons qui flamboyait. Dès que Nafisah eut ouvert la porte, Subrina s'est élancée à l'intérieur, a attrapé son neveu de deux ans couché dans son lit et l'a remis à Nafisah. Subrina est ensuite retournée dans la chambre pour y chercher le garçon de trois ans qu'elle n'a pu trouver en raison de l'épaisse fumée. Comme la chaleur et les flammes s'intensifiaient dans l'appartement, Nafisah a dit à Subrina de sortir à l'extérieur avec le bambin pendant qu'elle continuerait à chercher son fils aîné qu'elle a trouvé caché sous un lit. Nafisha a finalement pu s'échapper avec son fils dans les bras en sautant par la fenêtre, située à deux mètres du sol. Malheureusement, la mère et l'enfant ont succombé à leurs brûlures, quelque temps plus tard.

*Médaille de la bravoure*

LESLIE WARREN BLANCHETTE, M.B.

Dans la soirée du 10 juin 1996, Leslie Blanchette a secouru six enfants qui se trouvaient dans une maison en flammes, à Winnipeg, au Manitoba. Dès qu'il s'est aperçu que la maison de son voisin était en feu, M. Blanchette s'est précipité à l'intérieur par

that the kitchen was engulfed in flames. Hearing cries at the top of the smoked-filled staircase, he raced up to find the 13-year-old babysitter struggling with two panicked toddlers. Together, Mr. Blanchette and the teenager located two more young children and brought them out of the house. Informed that a five-year-old girl was still missing, Mr. Blanchette quickly ran back inside calling to the child upstairs. Although the heat had intensified and the toxic black smoke made breathing nearly impossible, he was able to locate the little girl in a back bedroom and bring her to safety.

*Medal of Bravery*

RONALD DALE ERNEST BLATZ, M.B.  
GORDON H. HOLLOWAY, M.B.

On Christmas Day 1997, Ronald Blatz and Gordon Holloway pulled a woman from the freezing waters of the Red River in Winnipeg, Manitoba. Mr. Holloway was jogging nearby when he heard screams from a woman who had fallen through the frozen surface some 10 metres from shore. Without hesitation, he ran to the river, crawled along the unstable ice and extended a branch to her. Mr. Holloway tried to drag her out but the weight of her soaked winter clothing and the pulling force of the current made it impossible. Meanwhile, Mr. Blatz had also run to the scene. He crawled past Mr. Holloway, and with the latter holding onto his legs, Mr. Blatz inched his way to the edge of the open water and managed to grab the weakening woman. After several attempts, they succeeded in saving the hypothermic victim.

*Medal of Bravery*

CHRIS BOYCE, M.B.

On June 19, 1996, Chris Boyce rescued a suicidal woman from drowning in Richmond, British Columbia. On his way to work shortly after midnight, Mr. Boyce heard on a police scanner that a woman was standing on the railing of a nearby bridge. He immediately ran to the scene and discovered that the woman had jumped into the dangerous Fraser River. Guided by the dim glow of a truck's spotlight, Mr. Boyce jumped into the frigid and turbulent waters and made his way to the woman who had sunk under the surface, some 60 metres out. He managed to grab hold of her hair and pulled the struggling woman to the surface. Although exhausted from battling the strong riptide that repeatedly pulled them farther out, Mr. Boyce eventually reached the shore and handed the unconscious victim to the authorities.

*Medal of Bravery*

CLINTON FREDERICK CARTER, M.B.  
ROY WAYNE LITTLEWOLFE, M.B.  
CECIL WOLFE, M.B.

On October 27, 1997, Clinton Carter, Roy Littlewolfe and Cecil Wolfe pulled two little girls and their grandfather from a house engulfed in flames in Onion Lake, Saskatchewan. Mr. Littlewolfe and Mr. Wolfe were driving by when they saw a severely-burned woman run out of a house and collapse to the

la porte d'en avant et a vu la cuisine complètement incendiée. Entendant des cris en haut de l'escalier rempli de fumée, il est monté en courant pour s'apercevoir que la jeune gardienne de 13 ans se débattait avec deux bambins terrifiés. Ensemble, M. Blanchette et l'adolescente ont repéré deux autres jeunes enfants et les ont sortis de la maison. Informé qu'une fillette de cinq ans était toujours à l'intérieur, M. Blanchette s'est vite élancé de nouveau dans la maison en criant le nom de la fillette. Malgré la chaleur de plus en plus intense et la fumée noire toxique qui rendait la respiration presque impossible, M. Blanchette a pu retrouver la fillette qui était dans une chambre à l'arrière et la sortir saine et sauve.

*Médaille de la bravoure*

RONALD DALE ERNEST BLATZ, M.B.  
GORDON H. HOLLOWAY, M.B.

Le jour de Noël 1997, Ronald Blatz et Gordon Holloway ont sorti une femme de l'eau glacée de la rivière Rouge à Winnipeg, au Manitoba. M. Holloway faisait son jogging tout près de là, lorsqu'il a entendu les cris d'une femme qui était tombée dans l'eau, à 10 mètres du bord, après que la glace eut cédé sous elle. Sans hésiter, il s'est élancé en direction de la rivière, a rampé sur la surface glacée instable et a tendu une branche à la femme. M. Holloway a tenté de la tirer hors de l'eau, mais le poids des vêtements mouillés de la femme et la force du courant ont rendu la chose impossible. Pendant ce temps, M. Blatz est également accouru sur les lieux. Il a rampé devant M. Holloway et, avec ce dernier lui tenant les jambes, il a pu avancer jusqu'au bord du trou et agripper la femme qui faiblissait à vue d'œil. Après plusieurs tentatives, ils ont réussi à sauver la victime, qui souffrait d'hypothermie.

*Médaille de la bravoure*

CHRIS BOYCE, M.B.

Le 19 juin 1996, Chris Boyce a secouru de la noyade une femme suicidaire à Richmond, en Colombie-Britannique. En se rendant au travail peu après minuit, M. Boyce a entendu sur un scanner de la police qu'une femme était montée sur la balustrade d'un pont situé à proximité. Accourant immédiatement sur la scène, il a constaté que la femme avait sauté dans les eaux dangereuses du fleuve Fraser. Guidé par la faible lueur des phares d'un camion, M. Boyce a plongé dans l'eau froide et turbulente et a pu se rendre jusqu'à la femme qui était maintenant sous l'eau, à quelque 60 mètres du bord. Ayant réussi à agripper par la chevelure la victime qui se débattait, il l'a remontée à la surface. Bien qu'épuisé de lutter contre le courant très fort qui les emportait toujours plus loin, M. Boyce a finalement atteint la grève et a remis aux autorités la victime inconsciente.

*Médaille de la bravoure*

CLINTON FREDERICK CARTER, M.B.  
ROY WAYNE LITTLEWOLFE, M.B.  
CECIL WOLFE, M.B.

Le 27 octobre 1997, Clinton Carter, Roy Littlewolfe et Cecil Wolfe ont sorti deux fillettes et leur grand-père d'une maison en flammes, à Onion Lake, en Saskatchewan. M. Littlewolfe et M. Wolfe passaient devant la maison, lorsqu'ils ont aperçu une femme grièvement brûlée sortir d'une maison en courant et

ground. As they rushed to her side, a man emerged from the inferno, also severely injured, and alerted them that two children and their grandfather were trapped in the fire. The rescuers immediately smashed the windows and Mr. Littlewolfe ran inside, found the five-year-old girl on the living room floor and brought her to safety. He then went back in with Mr. Wolfe, and with Mr. Carter who had arrived at the scene. Determined to find the two remaining victims, the men searched through the intense heat and smoke until they located them, both unconscious. Sadly, neither the elderly man carried outside by Mr. Wolfe nor the three-year-old girl rescued by Mr. Carter survived the ordeal.

*Medal of Bravery*

BARRY DANIEL CRAGGY, M.B.

Early on the morning of March 30, 1998, Barry Craggy pulled an elderly neighbour from her burning home in Burlington, Ontario. Alerted to the fire by his wife, Mr. Craggy broke the woman's front door with an axe and was met by a wall of thick black smoke. Ignoring the roaring sound of the fire and the extreme heat, Mr. Craggy crawled inside on his hands and knees. Although impaired by near-zero visibility and choking smoke, he was able to locate the woman who had collapsed to the floor, some seven metres from the front door. Mr. Craggy grabbed hold of the unconscious victim and dragged her to the door where his wife helped carry her outside. Despite Mr. Craggy's most valiant efforts, the victim could not be saved.

*Medal of Bravery*

ROY LOUIS DEVEAU, M.B.

On January 15, 1998, Roy Deveau saved an elderly woman from a house fire in Saulnierville, Digby County, Nova Scotia. Mr. Deveau was on his way home when he saw thick black smoke pouring out of a house, and stopped to help a man standing outside the front entrance. Informed by the distraught man that his wife was trapped, Mr. Deveau rushed inside the house despite the risk of falling through the burning floor into the raging basement fire. Through the crackling sound of the rapidly advancing flames he heard the woman's panicked voice and groped his way along a wall until he bumped into her. Blinded by the smoke, the disoriented victim had become wedged between two chairs. Mr. Deveau managed to set her free and dragged her outside moments before the windows exploded and the entire structure burned to the ground.

*Medal of Bravery*

JONATHAN DUPONT, M.B.

On the night of September 26, 1998, Jonathan Dupont came upon three men who were harassing two girls in Montréal, Québec. Mr. Dupont was getting out of his car when he saw the aggressive behaviour of the men. Fearing for the safety of the girls, he accompanied them to their nearby residence, but the men broke through the door uttering threats. Disregarding his own safety, Mr. Dupont confronted them and was stabbed several times during the altercation that followed. He nonetheless

s'écrouler par terre. Comme ils s'élançaient à son secours, un homme est également sorti du brasier, lui aussi grièvement brûlé, et leur a signalé que deux enfants et leur grand-père étaient pris à l'intérieur. Les deux secouristes ont immédiatement cassé les fenêtres, et M. Littlewolfe a couru à l'intérieur où il a trouvé la fillette de cinq ans par terre dans le salon. Après l'avoir sortie de la maison, il est retourné à l'intérieur avec M. Wolfe, et M. Carter qui venait d'arriver sur les lieux. Déterminés à trouver les deux autres victimes, les hommes ont fouillé dans l'épaisse fumée et la chaleur intense jusqu'à ce qu'ils les trouvent, toutes deux inconscientes. Malheureusement, ni l'homme âgé que M. Wolfe a transporté à l'extérieur, ni la fillette de trois ans secourue par M. Carter n'ont survécu.

*Médaille de la bravoure*

BARRY DANIEL CRAGGY, M.B.

Tôt le matin du 30 mars 1998, à Burlington, en Ontario, Barry Craggy a sorti sa voisine, une femme âgée, de sa maison en feu. Alerté par son épouse, M. Craggy s'est précipité chez sa voisine et a brisé la porte d'entrée à coups de hache. L'intérieur était complètement envahi par une épaisse fumée noire. En dépit du feu qui rageait et de la chaleur extrême, M. Craggy a rampé à l'intérieur de la maison. Ne voyant presque rien et étouffé par la fumée, il a pu trouver la femme qui gisait évanouie sur le plancher, à environ sept mètres de la porte d'entrée. M. Craggy a agrippé la victime inconsciente et l'a traînée jusqu'à la porte, où son épouse l'a aidé à la transporter à l'extérieur. Malgré les plus vaillants efforts de M. Craggy, la victime n'a pu être réchappée.

*Médaille de la bravoure*

ROY LOUIS DEVEAU, M.B.

Le 15 janvier 1998, Roy Deveau a sauvé la vie d'une femme âgée qui se trouvait dans une maison en feu à Saulnierville, comté de Digby, en Nouvelle-Écosse. M. Deveau retournait chez lui, lorsqu'il a vu une épaisse fumée noire sortir d'une maison. Il s'est arrêté pour aider un homme qui se tenait à l'extérieur devant la porte d'entrée. Apprenant de cet homme affolé que l'épouse de ce dernier était encore dans la maison, M. Deveau s'est précipité à l'intérieur malgré le risque évident de tomber, par le plancher en flammes, dans le sous-sol où le feu rageait. Dans le bruit infernal de l'incendie qui progressait rapidement, il a entendu la voix paniquée de la femme et a commencé à se diriger dans cette direction en longeant un mur, jusqu'à ce qu'il trébuche sur elle. Aveuglée par la fumée, la victime désorientée était prise entre deux chaises. M. Deveau a réussi à la libérer et à la traîner à l'extérieur, quelques moments seulement avant que les fenêtres n'exploient et que le bâtiment entier ne s'écroule.

*Médaille de la bravoure*

JONATHAN DUPONT, M.B.

Dans la nuit du 26 septembre 1998, Jonathan Dupont a affronté trois hommes qui harcelaient deux jeunes femmes à Montréal, au Québec. M. Dupont descendait de voiture quand il a été témoin du comportement agressif des jeunes hommes. Craignant pour la sécurité des victimes, il les a accompagnées jusqu'à leur domicile qui était tout près, mais les malfaiteurs ont enfoncé la porte et ont pénétré à l'intérieur en proférant des menaces. Sans se soucier de son propre bien-être, M. Dupont les a confrontés et a été atteint

continued to fight the attackers until they fled before the arrival of the authorities, alerted by telephone by one of the victims. Despite his injuries, Mr. Dupont pursued the fugitives and succeeded in catching and holding two of them until the police arrived.

*Medal of Bravery*

JOEY ANDREW FEHR, M.B.  
JOHN ROBERT FEHR, M.B. (*Posthumous*)  
CHRISTOPHER NEIL MERRIAM, M.B.

On August 12, 1995, 27-year-old John Fehr drowned while attempting to rescue his four-year-old nephew from Lake Erie at Port Rowan, Ontario. Six family members were fishing from a small boat when the boy fell overboard as the water became choppy and rough. His father, Joey Fehr, jumped in after him but became entangled in fishing lines before he could reach him. Despite being a weak swimmer, John Fehr immediately leaped towards his nephew. Christopher Merriam, the men's brother-in-law, also dived in and was first to reach the child. Although he was completely submerged, he managed to hold the young victim's head above water. Meanwhile, Joey Fehr had succeeded in freeing himself from the lines. He swam to his son and took him from Mr. Merriam and made his way to the drifting boat, some 35 metres away. When other boaters arrived to help, Mr. Fehr and his son had slipped under the surface from exhaustion. The two unconscious victims were pulled into a boat and revived but this tragic incident claimed the life of John Fehr whose body was recovered two days later.

*Medal of Bravery*

JOHN EDWARD HARRIS, M.B.

On April 4, 1998, train conductor John Harris saved the life of a four-year-old girl who had wandered onto the track behind her home in Peterborough, Ontario. Mr. Harris was stationed on the leading car of a slow-moving seven-car train when he spotted the child, alone on the track. Although he alerted the engineer, he knew that the train would be unable to stop in time. Without regard for his own personal safety, Mr. Harris jumped off his freight platform and sprinted some 25 metres along the track just ahead of the train. He then crossed in front and lunged towards the child. Narrowly escaping being struck, he grabbed her and removed her from the path of the still-moving train.

*Medal of Bravery*

DANIEL THOMAS MONTAGUE, M.B.

On July 13, 1997, Daniel Montague rescued a young man from drowning in Happy Valley, Goose Bay, Labrador. Mr. Montague was playing badminton on the beach when he heard distress cries from three young men who had attempted to swim in the fast-flowing Churchill River. Although aware that the numbing water and strong current had forced others to abandon their rescue

de plusieurs coups de couteau durant la violente altercation qui suivit. Il est quand même parvenu à résister aux agresseurs jusqu'à ce qu'ils prennent la fuite devant l'arrivée imminente des policiers joints au téléphone par une des victimes. Malgré ses blessures, M. Dupont s'est lancé à leur poursuite et a réussi à attraper deux des fuyards qu'il a pu maîtriser jusqu'à l'arrivée de la police.

*Médaille de la bravoure*

JOEY ANDREW FEHR, M.B.  
JOHN ROBERT FEHR, M.B. (*à titre posthume*)  
CHRISTOPHER NEIL MERRIAM, M.B.

Le 12 août 1995, John Fehr, âgé de 27 ans, s'est noyé, en essayant de sauver de la noyade son neveu de quatre ans sur le lac Érié, à Port Rowan, en Ontario. Lui et cinq autres membres de la famille pêchaient à bord d'une petite embarcation, lorsque le lac a commencé à s'agiter, causant la chute du garçonnet dans le lac. Le père de celui-ci, Joey Fehr, a immédiatement sauté à l'eau mais s'est emmêlé dans les lignes de pêche avant de pouvoir atteindre son fils. Bien qu'il ne fût pas bon nageur, John Fehr n'a pas hésité à plonger en direction de son neveu. Plongeant à son tour, Christopher Merriam, le beau-frère des deux hommes, a été le premier à rejoindre l'enfant. Le corps complètement submergé, il a réussi à maintenir la tête de la jeune victime hors de l'eau. Pendant ce temps, Joey Fehr avait pu se libérer de l'enchevêtrement des lignes. Il a donc nagé en direction de son fils et l'a pris des bras de M. Merriam, qui s'est dirigé vers l'embarcation qui avait dérivé à quelque 35 mètres de là. Lorsque d'autres bateaux sont arrivés pour leur porter secours, M. Fehr et son fils étaient sous l'eau, ayant succombé à l'épuisement. Les deux victimes inconscientes ont été remontées à la surface puis à bord d'une embarcation et ont été réanimées, mais ce tragique incident a coûté la vie à John Fehr dont le corps a été retrouvé deux jours tard.

*Médaille de la bravoure*

JOHN EDWARD HARRIS, M.B.

Le 4 avril 1998, le chef de train John Harris a sauvé la vie d'une fillette de quatre ans qui s'était aventurée sur la voie ferrée, derrière la maison familiale à Peterborough, en Ontario. Posté sur le véhicule de tête d'un train de sept wagons qui roulait lentement, M. Harris a aperçu une enfant, seule sur la voie ferrée. Bien qu'il ait immédiatement alerté le mécanicien, il savait pertinemment qu'il était impossible d'arrêter le train à temps. Sans se soucier de son propre bien-être, M. Harris a sauté de la plateforme du train et a couru à toutes jambes sur quelque 25 mètres le long de la voie, devançant le train. Il a ensuite traversé la voie devant le train et, échappant de justesse au train en marche, il a attrapé la fillette au vol.

*Médaille de la bravoure*

DANIEL THOMAS MONTAGUE, M.B.

Le 13 juillet 1997, Daniel Montague a sauvé de la noyade un jeune homme, à Happy Valley, Goose Bay, au Labrador. M. Montague jouait au badminton sur la plage, lorsqu'il a entendu les cris de détresse de trois jeunes hommes qui avaient essayé de nager dans le courant rapide du fleuve Churchill. Conscient du fait que d'autres avaient abandonné leurs tentatives de sauvetage

efforts, Mr. Montague did not hesitate to jump in and swim to one victim who was struggling to stay afloat some 15 metres out. Despite the panicked state of the young man, he managed to grab hold of him and to fight the powerful current that carried them downstream until they reached the safety of the shore. A second young man was able to reach the shore on his own but, tragically, the third victim, a 16-year-old teenager, drowned.

LGÉN (Ret'd) JAMES C. GERVAIS, C.M.M., C.D.  
*Deputy Secretary*

[41-1-0]

en raison de l'eau glaciale et des forts courants, M. Montague n'a pourtant pas hésité à plonger pour tenter d'atteindre l'une des victimes qui se débattait pour garder la tête hors de l'eau, à quelque 15 mètres de là. Malgré l'état de panique dans lequel se trouvait ce jeune homme, M. Montague a pu l'agripper et lutter contre le courant très puissant qui les emportait en aval, jusqu'à ce qu'ils atteignent enfin la grève, sains et saufs. Un autre jeune homme est parvenu de lui-même à se rendre au bord, mais la troisième victime, un adolescent de 16 ans, s'est malheureusement noyée.

*Le sous-secrétaire*  
LGÉN (retraité) JAMES C. GERVAIS, C.M.M., C.D.

[41-1-0]



**GOVERNMENT NOTICES****DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES  
DEVELOPMENT**

## CANADA STUDENT LOANS REGULATIONS

*Interest Rates*

In accordance with subsection 13(3) of the *Canada Student Loans Regulations*, notice is hereby given that, pursuant to subsections 13(1) and 13(2) respectively, the Minister of Human Resources Development has fixed the Class "A" rate of interest at 6.125 percent and the Class "B" rate of interest at 6.250 percent for the loan year ending on July 31, 2000.

August 1, 1999

JANE STEWART  
*Minister*

[41-1-o]

**AVIS DU GOUVERNEMENT****MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES  
RESSOURCES HUMAINES**RÈGLEMENT CANADIEN SUR LES PRÊTS AUX  
ÉTUDIANTS*Taux d'intérêt*

Conformément au paragraphe 13(3) du *Règlement canadien sur les prêts aux étudiants*, avis est par les présentes donné que, en application des paragraphes 13(1) et 13(2) respectivement, la ministre du Développement des ressources humaines a fixé le taux d'intérêt de la catégorie « A » à 6,125 p. 100 et le taux d'intérêt de la catégorie « B » à 6,250 p. 100, pour l'année de prêt finissant le 31 juillet 2000.

Le 1<sup>er</sup> août 1999

*La ministre*  
JANE STEWART

[41-1-o]

**DEPARTMENT OF INDUSTRY**

## OFFICE OF THE REGISTRAR GENERAL

*Appointments**Name and Position/Nom et poste*

Brinton, Dean

Canada Council/Conseil des Arts du Canada  
Member/Conseiller

1999-1586

*Canada Pension Plan/Régime de pensions du Canada*

Review Tribunal/Tribunal de révision  
Members/Membres

Cooper, Susan — Penticton/Castlegar

Edwards, Cassidy Melford — Mississauga

1999-1591

1999-1592

Chiasson, Heather

National Capital Commission/Commission de la capitale nationale  
Vice-Chairperson/Vice-président

1999-1587

*Employment Insurance Act/Loi sur l'assurance-emploi*

Chairpersons of the Boards of Referees/Présidents des conseils arbitraux

British Columbia/Colombie-Britannique

Morrison, Susan E. — Kelowna

Power, Hugh — Terrace

Sparkes, Frederick H. — Lower Mainland

1999-1588

1999-1590

1999-1589

Gushue, The Hon./L'hon. James R.

Government of Newfoundland/Gouvernement de Terre-Neuve  
Administrator/Administrateur  
September 25 to 29, 1999/Du 25 au 29 septembre 1999

1999-1567

Patillo, Roger

*Canada Elections Act/Loi électorale du Canada*

Returning Officer/Directeur de scrutin — Langley-Abbotsford

1999-1584

Pelletier, The Hon./L'hon. Denis

Court Martial Appeal Court of Canada/Cour d'appel de la cour martiale du Canada  
Judge/Juge

1999-1570

*Name and Position/Nom et poste**Order in Council/Décret en Conseil*

Phair, James Blue Water Bridge Authority/Administration du pont Blue Water Member/Membre	1999-1585
Superior Court for the District of Montreal in the Province of Quebec/Cour supérieure pour le district de Montréal dans la province de Québec Puisne Judges/Juges puînés Capriolo, G. Pepita Laramée, Maurice	1999-1594 1999-1593
Tweedy, G. Gordon, Q.C./c.r. Veterans Review and Appeal Board/Tribunal des anciens combattants — révision et appel Permanent Member/Membre titulaire	1999-1583

[41-1-o]

[41-1-o]

**DEPARTMENT OF INDUSTRY****MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE****RADIOCOMMUNICATION ACT****LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION**

*Notice No. DGTP-006-99 — Amendments to the Microwave Spectrum Utilization Policies in the 1–3 GHz Frequency Range*

*Avis n° DGTP-006-99 — Modifications aux politiques d'utilisation du spectre micro-ondes dans les bandes hertziennes de 1 à 3 GHz*

The purpose of this notice is to announce the release of a spectrum policy paper that will make spectrum utilization changes in the 1–3 GHz frequency range.

Le présent avis a pour objet d'annoncer la publication d'un document de politique d'utilisation du spectre apportant des modifications à l'utilisation du spectre micro-ondes dans la bande de 1 à 3 GHz.

This notice follows the August 1997 release of a spectrum utilization policy consultation paper entitled *Proposals to Provide New Opportunities for the Use of the Radio Spectrum in the 1–20 GHz Frequency Range* (Canada Gazette Notice DGTP-006-97), which solicited comments on numerous proposals throughout the 1–20 GHz frequency range.

Cet avis suit la publication d'un document de consultation sur la politique d'utilisation du spectre en août 1997, intitulé *Propositions portant sur de nouvelles possibilités d'utilisation des fréquences radioélectriques de la bande 1 à 20 GHz* (avis de la Gazette du Canada n° DGTP-006-97), qui invitait les intéressés à faire parvenir leurs commentaires sur un grand nombre de propositions visant la bande de 1 à 20 GHz.

In response to this consultation paper, the Department has received a wide range of submissions relating to the 1–3 GHz frequency range, which were taken into consideration when the policy paper was developed. In particular, the policy paper addresses the following:

En réponse à ce document de consultation, le Ministère a reçu une vaste gamme de propositions portant sur la bande de fréquences de 1 à 3 GHz qui ont été prises en considération lors de l'élaboration du document de politique. En particulier, ce document de politique traite des sujets suivants :

- spectrum for narrowband multipoint communications systems at 1.4 GHz for fixed telemetry applications for automatic meter reading;
- a transition policy to facilitate the introduction of mobile satellite services in the 1990–2025 MHz and 2160–2200 MHz bands;
- changes to the spectrum for fixed services in the 2025–2110 MHz and 2200–2285 MHz bands for point-to-point, television-pickup and subscriber radio systems; and
- clarification of fixed services in the 1700–1850 MHz band.

- assignation de fréquences aux systèmes de télécommunications multipoint (STM) à bande étroite à 1,4 GHz pour des applications de télémesure avec lecture automatisée d'appareils de mesure;
- politique de transition visant à faciliter la mise en œuvre des services mobiles par satellite dans les bandes de 1990 à 2025 MHz et de 2160 à 2200 MHz;
- modifications du spectre assigné aux services fixes dans les bandes de 2025 à 2110 MHz et de 2200 à 2285 MHz pour les systèmes point à point, la réception de télévision et les réseaux hertziens d'abonnés (RHA);
- éclaircissement sur les services fixes dans la bande de 1700 à 1850 MHz.

It should be noted that the designation of new spectrum at 1.4 GHz to support fixed telemetry applications for automatic meter reading will come into effect on March 1, 2000. The Department is of the view that licensing on a first-come, first-served basis will be adequate to handle the demand for spectrum within the provisions of the spectrum policy. Radio applications will begin to be considered on March 1, 2000. If there is more spectrum demand than supply in certain urban areas, the Department

Il est à noter que l'assignation de nouvelles fréquences dans la bande de 1,4 GHz aux applications fixes de télémesure pour la lecture automatisée d'appareils de mesure entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2000. Le Ministère est d'avis que la délivrance des licences selon le principe du premier arrivé, premier servi sera adéquate pour traiter demande de fréquences selon les dispositions de la politique du spectre. L'étude des demandes de licence radio commencera le 1<sup>er</sup> mars 2000, ou après. Si, dans certaines zones

may proceed with a competitive licensing process after consulting with the applicants.

As well, the Department has outlined particular licensing provisions for fixed telemetry applications at 1.4 GHz in order to proceed efficiently with a first-come, first-served process.

Comments on spectrum licensing fees for narrowband multipoint communications systems at 1.4 GHz for fixed telemetry applications for automatic meter reading

Comments are welcome on the proposed spectrum licensing fees for narrowband multipoint communications systems (refer to section 2.3.2 in the policy paper). The comments, which will be made public, should be submitted on or before December 31, 1999, at spectrum\_pubs@ic.gc.ca.

The policy document is available electronically via the Internet at the following address:

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/spectrum>

or in hard copy, for a fee, from: Tyrell Press Ltd., 2714 Fenton Road, Gloucester, Ontario K1T 3T7, 1-800-267-4862 (Canada toll-free telephone), 1-800-574-0137 (United States toll-free telephone), (613) 822-0740 (Worldwide telephone), (613) 822-1089 (Facsimile); and Canada Communication Group Inc., 45 Sacré-Cœur Boulevard, Hull, Quebec K1A 0S9, 1-888-562-5561 (Canada toll-free telephone), (819) 779-4335 (Worldwide telephone), (819) 779-2833 (Facsimile).

October 1, 1999

MICHAEL HELM  
Director General  
Telecommunications Policy Branch

[41-1-0]

urbaines, la demande de fréquences dépasse la capacité de spectre disponible, le Ministère pourrait entreprendre un processus de délivrance concurrentiel après consultation des requérants.

Par ailleurs, le Ministère a établi des dispositions particulières relatives à la délivrance de licences pour les applications fixes de télémétrie à 1,4 GHz en vue de suivre un processus efficient basé sur le principe du premier arrivé, premier servi.

Commentaires sur les droits de licence de spectre pour les systèmes de télécommunications multipoint à bande étroite à 1,4 GHz pour les applications fixes de télémétrie avec lecture automatisée d'appareils de mesure

Les intéressés sont invités à faire parvenir leurs commentaires sur les droits de licence de spectre proposés pour les systèmes de télécommunications multipoint à bande étroite (voir la section 2.3.2 du document de politique). Les commentaires, qui seront publiés, doivent être envoyés au plus tard le 31 décembre 1999, à spectrum\_pubs@ic.gc.ca.

Le document de politique est disponible sous forme électronique par Internet à l'adresse suivante :

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/spectre>

ou sur papier, moyennant des frais, auprès de : Tyrell Press Ltd., 2714, chemin Fenton, Gloucester (Ontario) K1T 3T7, 1-800-267-4862 (téléphone sans frais, Canada), 1-800-574-0137 (téléphone sans frais, États-Unis), (613) 822-0740 (téléphone, autres pays), (613) 822-1089 (télécopieur); ou Groupe Communication Canada Inc., 45, boulevard Sacré-Cœur, Hull (Québec) K1A 0S9, 1-888-562-5561 (téléphone sans frais, Canada), (819) 779-4335 (téléphone, autres pays), (819) 779-2833 (télécopieur).

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999

Le directeur général  
Direction de la politique des télécommunications  
MICHAEL HELM

[41-1-0]

## DEPARTMENT OF INDUSTRY

### RADIOCOMMUNICATION ACT

*Notice No. DGTP-007-99 — Spectrum Utilization Policy for Licence Exempt Wireless Local Area Networks in the 5 GHz Range*

The purpose of this notice is to announce the release of the spectrum utilization policy for the licence exempt wireless local area networks in the frequency bands 5150–5250 Mhz, 5250–5350 MHz and 5725–5825 MHz. It addresses the principal issues governing the use of these bands.

In June 1998, Industry Canada released a consultation paper entitled *Proposed Spectrum Policy for Licence Exempt Wireless Local Area Networks in the 5 GHz Range* under the *Canada Gazette* Notice DGTP-010-98, which sought comments on proposals to designate 300 MHz for wireless devices for local area networks.

In general, there was support to designate 300 MHz of spectrum for license exempt wireless networks and devices. These systems could support neighbourhood point-to-point and point-to-multipoint high-speed wireless services in a cost-effective

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

### LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION

*Avis n° DGTP-007-99 — Politique d'utilisation du spectre pour les réseaux locaux sans fil exempts de licence fonctionnant dans la gamme de 5 GHz*

Le présent avis a pour objet d'annoncer la publication de la politique d'utilisation du spectre applicable aux réseaux locaux sans fil exempts de licence fonctionnant dans les bandes de fréquences 5150 à 5250 MHz, 5250 à 5350 MHz et 5725 à 5825 MHz. Cette politique traite des principaux éléments régissant l'utilisation de ces bandes.

En juin 1998, Industrie Canada a publié un document de consultation intitulé *Politique d'utilisation du spectre proposée pour les réseaux locaux à accès sans fil exempts de licence dans la bande de 5 GHz*, politique qui a été annoncée dans l'avis DGTP-010-98 publié dans la *Gazette du Canada*. On invitait alors les intéressés à présenter leurs observations concernant le projet de désigner une largeur de bande de 300 MHz aux dispositifs sans fil de réseaux locaux.

De manière générale, les intervenants appuyaient la désignation de 300 MHz de spectre aux fins des dispositifs et des réseaux sans fil exempts de licence. Ces systèmes permettraient de fournir, de façon rentable, des services sans fil haute vitesse point à

manner. In particular, as the processing power of computers continues to increase, there will be a growing demand for broadband high-speed digital distribution facilities. Some respondents commented on provisions to ensure that feeder links to mobile satellite networks are not adversely affected in the 5150–5250 MHz band and the operation of earth exploration satellites at 5250–5350 MHz are not compromised by these wireless networks. Industry Canada has taken these comments into consideration in formulating this spectrum policy.

The policy paper entitled *Spectrum Utilization Policy for Licence Exempt Wireless Local Area Networks in the 5 GHz Range* is available electronically via the Internet at:

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/spectrum>

or in hard copy, for a fee from: Tyrell Press Ltd., 2714 Fenton Road, Gloucester, Ontario K1T 3T7, 1-800-267-4862 (Canada toll-free telephone), 1-800-574-0137 (United States toll-free telephone), (613) 822-0740 (Worldwide telephone), (613) 822-1089 (Facsimile); and Canada Communication Group, 45 Sacré-Cœur Boulevard, Hull, Quebec K1A 0S9, 1-888-562-5561 (Canada toll-free telephone), (819) 779-2833 (Facsimile), (819) 779-4335 (Worldwide telephone).

October 1, 1999

MICHAEL HELM  
Director General  
Telecommunications Policy Branch

[41-1-0]

## DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE

### INCOME TAX ACT

#### *Revocation of Registration of Charities*

The following notice of proposed revocation was sent to the charities listed below because they have not met the filing requirements of the *Income Tax Act*:

“Notice is hereby given, pursuant to paragraph 168(1)(c) of the *Income Tax Act*, that I propose to revoke the registration of the charities listed below and that by virtue of paragraph 168(2)(b) thereof, the revocation of the registration is effective on the date of publication of this notice in the *Canada Gazette*.”

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
100220417RR0001	INTERNATIONAL RESOURCE CENTRE FOR PERFORMING ARTISTS, TORONTO, ONT.
101835304RR0001	FONDATION CONRAD LEBLANC, LÉVIS (QUÉ.)
106713423RR0001	THE ANGLICAN PARISH OF LEEDS REAR, LYNTHURST, ONT.
106793409RR0001	BIG BROTHERS AND BIG SISTERS OF MONCTON INC. GRANDS FRÈRES ET GRANDES SŒURS DE MONCTON INC., MONCTON, N.B.
106870546RR0001	CANSO AREA DAYCARE CENTRE, CANSO, N.S.

point et point-multipoint de voisinage. Notamment, à mesure que la puissance de traitement des ordinateurs progresse, il y aura une croissance de la demande pour des installations de distribution numériques à haute vitesse. Certains répondants ont fait état du besoin de dispositions visant à prévenir le brouillage, par ces réseaux sans fil, des liaisons de connexion des réseaux mobiles à satellites, exploitées dans la bande 5150–5250 MHz, et des satellites d'exploration de la terre, fonctionnant dans la bande 5250 à 5350 MHz. Industrie Canada a tenu compte de ces observations lors de la rédaction de la présente politique d'utilisation du spectre.

La version électronique du document de politique intitulé *Politique d'utilisation du spectre pour les réseaux locaux sans fil exempts de licence fonctionnant dans la gamme de 5 GHz* est disponible à l'adresse Internet suivante :

World Wide Web (WWW)

<http://strategis.ic.gc.ca/spectre>

On peut également obtenir un exemplaire papier du document, moyennant contrepartie, en s'adressant à l'une des deux adresses suivantes : Tyrell Press Ltd., 2714, chemin Fenton, Gloucester (Ontario) K1T 3T7, 1-800-267-4862 (téléphone sans frais, Canada), 1-800-574-0137 (téléphone sans frais, États-Unis), (613) 822-0740 (téléphone, autres pays), (613) 822-1089 (télécopieur); ou Groupe Communication Canada Inc., 45, boulevard Sacré-Cœur, Hull (Québec) K1A 0S9, 1-888-562-5561 (téléphone sans frais, Canada), (819) 779-2833 (télécopieur), (819) 779-4335 (téléphone, autres pays).

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999

Le directeur général  
Direction de la politique des télécommunications  
MICHAEL HELM

[41-1-0]

## MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL

### LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### *Annulation d'enregistrement d'organismes de bienfaisance*

L'avis d'intention de révocation suivant a été envoyé aux organismes de bienfaisance indiqués ci-après parce qu'ils n'ont pas présenté leur déclaration tel qu'il est requis par la *Loi de l'impôt sur le revenu* :

« Avis est donné par les présentes que, conformément à l'alinéa 168(1)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, j'ai l'intention de révoquer l'enregistrement des organismes de bienfaisance mentionnés ci-dessous en vertu de l'alinéa 168(2)b) de cette Loi et que la révocation de l'enregistrement entre en vigueur à la publication du présent avis dans la *Gazette du Canada*. »

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
106962202RR0001	COMMUNITY EVANGELICAL FREE CHURCH, VICTORIA, B.C.
107020232RR0018	ANGLICAN PARISH OF GREENSPOND - NEWTOWN - POUND COVE, NEWTOWN BONAVISTA BAY, NFLD.
107020331RR0062	COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE DU CARREFOUR BEAUSOLEIL, MIRAMICHI (N.-B.)
107275083RR0001	EATON VALLEY PASTORAL CHARGE, SAWYERVILLE, QUE.
107293573RR0001	ELIM MENNONITE CHURCH, GRUNTHAL, MAN.
107388274RR0001	FIRST UNITED CHURCH, PRINCE RUPERT, B.C.

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse	Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
107423212RR0001	GENESIS MISSION INC., PORTAGE LA PRAIRIE, MAN.	118977719RR0001	KAPUSKASING AREA THERAPEUTIC RIDING ASSOCIATION, KAPUSKASING, ONT.
107445348RR0001	GRACE UNITED CHURCH, NAPANEE, ONT.	118978253RR0001	K.C.A. EDUCATIONAL FOUNDATION, KENTVILLE, N.S.
107487043RR0001	HOLY FELLOWSHIP METROPOLITAN COMMUNITY CHURCH OF LONDON ONTARIO, LONDON, ONT.	118981943RR0001	KINGSTON AND DISTRICT FOLK ART COUNCIL, KINGSTON, ONT.
107507790RR0001	INSTITUT DES CIVILISATIONS COMPARÉES DE MONTRÉAL, MONTRÉAL (QUÉ.)	118982313RR0001	KINGSTON STUDENT CENTRE BUILDING FUND OF ST. LAWRENCE COLLEGE, KINGSTON, ONT.
107575359RR0001	KNOX PRESBYTERIAN CHURCH, PALMERSTON, ONT.	118983527RR0001	KITCHENER-WATERLOO HOUSE CHURCH ASSEMBLY, WATERLOO, ONT.
107585515RR0001	INFANT JESUS PARISH, LONGLAC, ONT.	118983972RR0001	KIWANIS CLUB OF COCHRANE INCORPORATED CHARITABLE TRUST, COCHRANE, ONT.
107681660RR0001	MCBRIDES CHRISTIAN FELLOWSHIP CHURCH, SOUTHWOLD, ONT.	118984459RR0001	KMED INTERNATIONAL, RICHMOND, ONT.
107907305RR0001	THE SUNCOAST ROCKWOOD LODGE SOCIETY, HALFMOON BAY, B.C.	118990167RR0001	LADIES AUXILIARY TWIN OAKS HOSPITAL, HARBOUR, N.S.
108084658RR0117	ST PAUL'S PARISH, OTTAWA, ONT.	118994961RR0001	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE ST CŒUR DE MARIE, QUÉBEC (QUÉ.)
108094392RR00025	OUR LADY OF LOURDES PARISH AND MISSIONS, NAKUSP, B.C.	118999309RR0001	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE ST-JOSEPH DE L'ANSE AU GRIFFON, COMTÉ DE GASPÉ (QUÉ.)
108109448RR0001	TILLSONBURG CHRISTIAN REFORMED CHURCH, TILLSONBURG, ONT.	119001436RR0001	LA FONDATION MONSEIGNEUR VICTOR TREMBLAY INC., CHICOUTIMI (QUÉ.)
108156209RR0001	UNITE DOMREMY DE BAIE-COMEAU INC., BAIE-COMEAU (QUÉ.)	119003077RR0001	LAKESHORE HIGH TWELVE ASSOCIATION, COBOURG, ONT.
108170234RR0001	VERMILION BAY AREA SOCIAL PLANNING COUNCIL, VERMILION BAY, ONT.	119006476RR0001	LA PAROISSE DE ST-DOMINIQUE DE QUÉBEC, QUÉBEC (QUÉ.)
117898965RR0001	THE CANFORD SPORTS CENTRE, WINNIPEG, MAN.	119007151RR0001	LA RONGE ARTS COUNCIL, LA RONGE, SASK.
118802438RR0001	BEL-AIR MINOR HOCKEY ASSOCIATION, OTTAWA, ONT.	119008357RR0001	L'ASSEMBLÉE DE PAROLE DE DIEU GRANBY INC., GRANBY (QUÉ.)
118809235RR0001	BIG SISTER ASSOCIATION OF ORANGEVILLE AND DISTRICT, ORANGEVILLE, ONT.	119011633RR0001	LE COIN MAGIQUE INC., STE. AGATHE (MAN.)
118819234RR0001	BROADCASTING FOR INTERNATIONAL UNDERSTANDING, OTTAWA, ONT.	119013340RR0001	LENNOX AND ADDINGTON HISTORICAL SOCIETY FOUNDATION FUND, NAPANEE, ONT.
118827690RR0001	CAMP RICHELIEU GRAND-MÈRE, GRAND-MÈRE (QUÉ.)	119025849RR0001	LUNENBURG QUEENS UNITED BAPTIST CAMP SOCIETY, BRIDGE WATER, N.S.
118852656RR0001	CHILDREN'S PSYCHIATRIC RESEARCH FOUNDATION, GLOUCESTER, ONT.	119066173RR0001	OKANAGAN SHUSWAP COMMUNITIES AGAINST SEXUAL ABUSE, VERNON, B.C.
118875608RR0001	C O P A M, MONTRÉAL (QUÉ.)	119067395RR0001	LEARNING DISABILITIES ASSOCIATION OF SUDBURY, SUDBURY, ONT.
118877919RR0001	THE COUSTEAU SOCIETY OF CANADA FONDATION COUSTEAU CANADA, TORONTO, ONT.	119104818RR0001	PRO ARTE ORCHESTRA SOCIETY, PICKERING, ONT.
118951367RR0001	HAMAR LUTHERAN CHURCH, OUNGRE, SASK.	119130797RR0001	SACRE CŒUR FUND RAISING COMMITTEE, WINNIPEG, MAN.
118952043RR0001	HAMILTON WIRE PRODUCTS LIMITED EMPLOYEES CHARITABLE DONATION FUND, HAMILTON, ONT.	119209856RR0001	TEMISKAMING ASTRONOMICAL SOCIETY, EARLTON, ONT.
118952258RR0001	HANDIA BABA YOGA TRAINING CENTER, NORTH VANCOUVER, B.C.	119213502RR0001	THE ARTHUR GELBER FUND, TORONTO, ONT.
118952530RR0001	HANNA & DISTRICT YOUTH CLUB, HANNA, ALTA.	119242311RR0001	THE LIONS CLUB OF PARKHILL CHARITABLE TRUST, PARKHILL, ONT.
118955046RR0001	HEALTHY HAPPY HOLY YOGA FOUNDATION, TORONTO, ONT.	119256840RR0001	THE SPIRITUAL ASSEMBLY OF BAHA'IS OF GREATER VANCOUVER, BOWEN ISLAND, B.C.
118955418RR0001	HEBREW CENTRE OF JACKSON'S POINT, DOWNSVIEW, ONT.	119267235RR0001	TORONTO PHOTOGRAPHERS WORKSHOP, TORONTO, ONT.
118957257RR0001	HIGH PARK ALHAMBRA UNITED CHURCH, ISLINGTON, ONT.	119272771RR0001	TUMBLER RIDGE ALLIANCE CHURCH, TUMBLER RIDGE, B.C.
118958644RR0001	HISTORICAL VILLAGE AND PIONEER MUSEUM AT SHANDRO, WILLINGDON, ALTA.	128967353RR0118	HUNT CLUB CATHOLIC COMMUNITY, NEPEAN, ONT.
118968312RR0001	INFORMATION GLOUCESTER, GLOUCESTER, ONT.	130516313RR0001	MAGIC FORST PLAYGROUP SOCIETY, PORT HARDY, B.C.
118969997RR0001	INTER-FAITH CRUSADES, WINDSOR, ONT.	130555352RR0001	CANADIAN PROGRESS CLUB-HALIFAX CHARITABLE FOUNDATION, HALIFAX, B.C.
118970698RR0001	INTERNATIONAL HARVESTER OF CAN LTD BURLINGTON PARTS DEPOT EMPLOYEES' CHARITABLE TRUST, BURLINGTON, ONT.	130665888RR0001	LE CENTRE QUÉBÉCOIS DE PHILANTHROPIE INC., MONTRÉAL (QUÉ.)
118973874RR0001	JESUS LOVES YOU MINISTRIES INC., HARROW, ONT.	130697683RR0001	FONDATION ALTERNATIVE A LA TOXICOMANIE, MONTRÉAL (QUÉ.)
118976828RR0001	KALA BHAVAN OF ALBERTA (ASSOCIATION FOR EAST INDIAN ARTS IN ALBERTA), CALGARY, ALTA.	131273054RR0001	GARDERIE LE PISSENLIT, MONTRÉAL (QUÉ.)
118976844RR0001	KALANO CLUB OF KELOWNA, KELOWNA, B.C.	131480006RR0003	THE CHRISTIAN BUSINESS MEN'S COMMITTEE OF BROCKVILLE ONTARIO, BROCKVILLE, ONT.
		131688558RR0001	T'FHBAR TORAH TRANSP, NEPEAN, ONT.
		131688632RR0001	HORIM-MORIM MAIMONIDES ORGANIZATION, NEPEAN, ONT.

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse	Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
131688756RR0001	JEWISH EDUCATIONAL PROGRAM OF OTTAWA TRUST, NEPEAN, ONT.	892452046RR0001	THE COMPASSIONATE FRIENDS FORT FRANCES CHAPTER, FORT FRANCES, ONT.
131897753RR0001	RIVERBEND COMMUNITY CHURCH, EDMONTON, ALTA.	892461963RR0001	THE LIONS CLUB OF ESPANOLA ONTARIO CHARITABLE TRUST, ESPANOLA, ONT.
140519323RR0001	SENIORS' HELPLINE OF HALTON REGION, BURLINGTON, ONT.	892466640RR0001	RIDES - RIDING INSPITE OF DISABILITIES EQUESTRIAN SOCIETY, MEDICINE HAT, ALTA.
140565904RR0001	FONDATION DES ARTS ET DE LA CULTURE COMEAU, BAIE-COMEAU (QUÉ.)	892543968RR0001	CURVE LAKE COMMUNITY CHURCH BUILDING FUND COMMITTEE, CURVE LAKE, ONT.
141041319RR0001	CHEUR DE QUÉBEC, CHARNY (QUÉ.)	892554767RR0001	SCARBORO TAMIL ASSEMBLY, SCARBOROUGH, ONT.
866903024RR0001	PENTECOSTAL CHRISTIAN ASSEMBLY OF WHITE RIVER/L'ASSEMBLÉE CHRÉTIENNE PENTECOTISTE DE WHITE RIVER, WHITE RIVER, ONT.	892555368RR0001	THE HALIFAX EDUCATION FOUNDATION, HALIFAX, N.S.
871356341RR0001	IGLESIA HISPANA DE DURHAM, OSHAWA, ONT.	892572173RR0001	MIDDLE EAST BAPTIST CHURCH, REXDALE, ONT.
886229194RR0001	L'ESCALIER RENÉ-GOUPIL, MONTRÉAL (QUÉ.)	892593286RR0001	THE PACIFIC GAMES ORGANIZATION, VANCOUVER, B.C.
887200392RR0001	CANADIAN PROGRESS CLUB OF COLLINGWOOD INC CHARITABLE TRUST, COLLINGWOOD, ONT.	892622168RR0001	THE QUINTE CANCER SUPPORT GROUP, TRENTON, ONT.
887271591RR0001	THE CANADIAN AMBASSADORS ALL-STAR JAZZ BAND AND DANCERS, MILTON, ONT.	892654369RR0001	CATHOLIC EDUCATION TRUST FUND OF SIMCOE COUNTY/MUSKOKA, BARRIE, ONT.
887280196RR0001	CHURCH OF JESUS CHRIST APOSTOLIC OF CANADA, KITCHENER, ONT.	892665167RR0001	OPERATION LOOKOUT CANADA-CENTRE FOR MISSING YOUTH CORP. MYKILTEO, WASHINGTON, U.S.A.
887314995RR0001	BELGRAVIA COMMUNITY LEAGUE EDMONTON, EDMONTON, ALTA.	892665969RR0001	A WING & A PRAYER BIRD REHABILITATION CENTRE, UTTERSON, ONT.
887985042RR0001	KING MAHENDRA CANADIAN TRUST FOR NATURE CONSERVATION INC., TORONTO, ONT.	892678145RR0001	THE GREGORY J AZIZ FOUNDATION, TORONTO, ONT.
888072394RR0001	LA FONDATION GASTON-LESSARD INC., SHERBROOKE (QUÉ.)	892678848RR0001	GATINEAU PASTORAL CHARGE, CANTLEY QUE.
888201449RR0001	SHAINHOUSE FAMILY CHARITABLE FOUNDATION, NORTH YORK, ONT.	892699240RR0001	ALL NATIVE CIRCLE CONFERENCE, WINNIPEG, MAN.
888624061RR0001	ACCIDENTÉ(ES) DE LA ROUTE DE LA RÉGION DES LAURENTIDES, SAINTE-ADÈLE (QUÉ.)	892740960RR0001	NIAGARA REGION ENVIRONMENTAL ACTION COMMITTEE, ST. CATHARINES, ONT.
889293171RR0001	POWELL RIVER MARINE RESCUE SOCIETY, POWELL RIVER, B.C.	892742560RR0001	ELAVAN SANAN SEURAKUNTA (LIVING WORD CHURCH), CALGARY, ALTA.
889637948RR0001	BASTION SQUARE REVITALIZATION SOCIETY, VICTORIA, B.C.	892749946RR0001	MEHFIL FOUNDATION, VANCOUVER, B.C.
889815486RR0001	SAINT SEVERIUS OF ANTIOCH SYRIAN ORTHODOX CHURCH ASSOCIATION, CALGARY, ALTA.	892750142RR0001	M. BONHAM CHARITABLE FOUNDATION, TORONTO, ONT.
890099062RR0001	THE WHISTLER FOUNDATION FOR A SUSTAINABLE ENVIRONMENT, VANCOUVER, B.C.	892751983RR0001	ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE NOUVELLE NAISSANCE, SAINT-BONAVENTURE (QUÉ.)
890140494RR0001	BOYS AND GIRLS CLUBS OF MANITOBA AND SASKATCHEWAN INC., WINNIPEG, MAN.	892772567RR0001	BETHEL OUTREACH MINISTRIES, PORT COLBORNE, ONT.
890160997RR0001	FONDATION CENTRE D'ACCUEIL NAZAIRE PICHÉ INC., DORVAL (QUÉ.)	892798364RR0001	FIRST NATIONS CENTRE FOR URBAN MINISTRIES, TORONTO, ONT.
890401193RR0001	CHURCHILL HEIGHTS EDUCATIONAL ENRICHMENT FOUNDATION, SCARBOROUGH, ONT.	892800368RR0001	TORONTO BALLET ENSEMBLE, TORONTO, ONT.
890482540RR0001	THE AUGUSTA THEATRE CORPORATION, TORONTO, ONT.	892830167RR0001	TRIPLE BIRCH EDUCATION GROUP, TORONTO, ONT.
890531346RR0001	CHRISTIAN BUSINESS MEN'S COMMITTEE REGIONAL CONFERENCE OF EASTERN CANADA, WESTON, ONT.	892830860RR0001	THE CHURCH OF GOD OF PROPHECY, MISSISSAUGA, ONT.
890660145RR0001	SLO-SLO, CHICOUTIMI (QUÉ.)	892832163RR0001	AFRICAN RELIEF COMMITTEE IN CANADA (AFRIC), TORONTO, ONT.
890704794RR0001	STRATUS THEATRE COMPANY, TORONTO, ONT.	892832569RR0001	MARILYN MALLORY MINISTRIES, RENFREW, ONT.
890764749RR0001	CADEAU DE LA VIE/THE GIFT OF LIFE, MONTRÉAL (QUÉ.)	892833567RR0001	UNITARIAN UNIVERSALIST FELLOWSHIP OF CALGARY, CALGARY, ALTA.
890771140RR0001	THE UNITY CANADA PROJECT - LE PROJET UNITÉ CANADA, CARLETON PLACE, ONT.	892836966RR0001	SEARS FINANCE CENTRE EMPLOYEES CHARITABLE FUND, GUELPH, ONT.
890992944RR0001	RESSOURCE D'AIDE ET DE DÉPANNAGE POUR ALCOOLIQUES ET TOXICOMANES DE LUSKVILLE, LUSKVILLE (QUÉ.)	892838160RR0001	THE SKIES ABOVE FOUNDATION, VICTORIA, B.C.
891184772RR0001	L'ASSOCIATION SAINT-DOMINIQUE, SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME (QUÉ.)	892851270RR0001	ASSOCIATION DES DAMES AUXILIAIRES DE L'HÔPITAL DES LAURENTIDES, L'ANNONCIATION (QUÉ.)
891256794RR0001	BOSNIAN LILIES RELIEF FUND, ETOBICOKE, ONT.	892852153RR0001	THE CHARITY BOWL FOUNDATION, OTTAWA, ONT.
891345464RR0001	CONFEDERATION PLAYERS PROGRAM - FESTIVAL OF THE FATHERS INC., CHARLOTTETOWN, P.E.I.	892863366RR0001	JAMES HOUSE (DURHAM) INC., OSHAWA, ONT.
891455669RR0001	COMITÉ DES ŒUVRES CHARITABLES DU CONSEIL ÎLE JÉSUS NO 4411, MONTRÉAL (QUÉ.)	892863960RR0001	WISDOM MINISTRIES, ETOBICOKE, ONT.
		892872037RR0001	VANCOUVER OCEAN CHALLENGE SOCIETY, WEST VANCOUVER, B.C.
		892873837RR0001	THE THOMAS F BAYARD RESTORATION SOCIETY, VANCOUVER, B.C.

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
892886367RR0001	WEST VANCOUVER CHRISTIAN OUTREACH, WEST VANCOUVER, B.C.
892886961RR0001	JAMES DONALDSON TRUST, GRAND FORKS, B.C.
892888967RR0001	ÉGLISE BAPTISTE DE L'AMITIÉ DE MONTRÉAL- FRIENDSHIP BAPTIST CHURCH OF MONTREAL, SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC (QUÉ.)
892895368RR0001	HEFFLEY CREEK COMMUNITY RECREATION ASSOCIATION, HEFFLEY CREEK, B.C.
892921164RR0001	UNIACKE THERAPEUTIC RIDING ASSOCIATION, ENFIELD, N.S.
892991563RR0001	WEST WINNIPEG COMMUNITY CHURCH, KEMPTVILLE, ONT.

Business Number Numéro d'entreprise	Name/Nom Address/Adresse
892994567RR0001	LEWISPORTE INTEGRATED HIGH SCHOOL SCHOLARSHIP FUND COMMITTEE, LEWISPORTE, NFLD.
893417766RR0001	ASSOCIATION DES FAMILLES RECOMPOSÉES DU QUÉBEC METROPOLITAIN, SAINTE-FOY (QUÉ.)
893520726RR0001	ZION PENTECOSTAL CHURCH, TORONTO, ONT.
896335288RR0001	CANADIAN KIDSKAMP ASSOCIATION, SURREY, B.C.
896652575RR0001	ELIOT RIVER DREAM PARK INC., CORNWALL, P.E.I.
896728268RR0001	FAMILY AWARENESS & DRUG EDUCATION HALTON-PEEL CENTRE, MISSISSAUGA, ONT.

NEIL BARCLAY  
Director  
Charities Division  
[41-1-o]

Le directeur  
Division des organismes de bienfaisance  
NEIL BARCLAY  
[41-1-o]

**DEPARTMENT OF THE SOLICITOR GENERAL**

**CRIMINAL CODE**

Pursuant to subsection 667(5) of the *Criminal Code*, I hereby designate the following persons as Fingerprint Examiners:

Randall Layne Beveridge  
of the Saanich Police Department  
and  
David Hughson  
of the City of Fredericton Police Force

JEAN T. FOURNIER  
Deputy Solicitor General of Canada  
[41-1-o]

**MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL**

**CODE CRIMINEL**

En vertu du paragraphe 667(5) du *Code criminel*, je nomme par la présente les personnes suivantes à titre d'inspecteurs d'empreintes digitales :

Randall Layne Beveridge  
du Service de police de Saanich  
et  
David Hughson  
du Service de police de la ville de Fredericton

Le sous-solliciteur général du Canada  
JEAN T. FOURNIER  
[41-1-o]

**OFFICE OF THE SUPERINTENDENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS**

**BANK ACT**

*Foreign Bank Orders*

Notice is hereby given, pursuant to subsection 521(3) of the *Bank Act*, that the Secretary of State (International Financial Institutions), on behalf of the Minister of Finance, has consented to the following foreign banks, pursuant to subsection 521(1) of the *Bank Act*, acquiring shares of or ownership interests in one or more Canadian entities in such numbers as to cause the entities to become non-bank affiliates of the foreign bank:

Foreign Bank Banque étrangère	Non-Bank Affiliates Établissements affiliés	Effective Date (m/d/y)/ Date d'entrée en vigueur (a/m/j)
(1) Bank of America Corporation	724 Solutions Inc.	09/22/99
(2) Citigroup Inc.	724 Solutions Inc.	09/22/99

September 30, 1999

JAMES SCOTT PETERSON  
Secretary of State  
(International Financial Institutions)  
[41-1-o]

**BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

**LOI SUR LES BANQUES**

*Arrêtés de banque étrangère*

Avis est par la présente donné, conformément au paragraphe 521(3) de la *Loi sur les banques*, que le secrétaire d'État (Institutions financières internationales), au nom du ministre des Finances, a consenti à ce que les banques étrangères suivantes, en vertu du paragraphe 521(1) de la *Loi sur les banques*, acquièrent un nombre d'actions ou de titres de participation d'une ou plusieurs entités canadiennes de sorte que ces dernières deviennent des établissements affiliés à la banque étrangère :

Le 30 septembre 1999

Le secrétaire d'État  
(Institutions financières internationales)  
JAMES SCOTT PETERSON  
[41-1-o]

**PARLIAMENT**

**HOUSE OF COMMONS**

First Session, Thirty-Sixth Parliament

**PRIVATE BILLS**

Standing Order 130 respecting notices of intended applications for private bills was published in the *Canada Gazette*, Part I, on September 27, 1997.

For further information, contact the Private Members' Business Office, House of Commons, Centre Block, Room 134-C, Ottawa, Ontario K1A 0A6, (613) 992-6443.

ROBERT MARLEAU

*Clerk of the House of Commons*

**PARLEMENT**

**CHAMBRE DES COMMUNES**

Première session, trente-sixième législature

**PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ**

L'article 130 du Règlement relatif aux avis de demande de projets de loi d'intérêt privé a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* du 27 septembre 1997.

Pour obtenir d'autres renseignements, prière de communiquer avec le Bureau des affaires émanant des députés, Chambre des communes, Édifice du Centre, Pièce 134-C, Ottawa (Ontario) K1A 0A6, (613) 992-6443.

*Le greffier de la Chambre des communes*

ROBERT MARLEAU



**COMMISSIONS****CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL**

NOTICE NO. HA-99-007

*Appeals*

The Canadian International Trade Tribunal will hold public hearings to consider the appeals listed hereunder. The hearings will be held beginning at 9:30 a.m., in the Tribunal's hearing room, Standard Life Centre, 18th Floor, 333 Laurier Avenue West, Ottawa, Ontario K1A 0G7. Interested persons planning to attend should contact the Tribunal at (613) 991-5767 for further information and to ensure that the hearings will be held as scheduled.

*Excise Tax Act*

Appellant v. Respondent (Minister of National Revenue)

November 1999

Date	Appeal Number	Appellant
18	AP-98-093	Cast Terminals Inc. Paragraph 23(8)(c)
	AP-98-094	Terminus Racine (Montréal) Ltd. Paragraph 23(8)(c)

*Customs Act*

Appellant v. Respondent (Deputy Minister of National Revenue)

November 1999

Date	Appeal Number	Appellant
3	AP-99-015 to AP-99-025 Goods in Issue: Dates of Entry: Tariff Items at Issue Appellant: Respondent:	Convoy Supply Ltd. Roofing felts (GlasPly IV and GlasPly Premier) April 19, 1996, to February 28, 1997 6807.10.00 7019.32.10
10	AP-99-028 Goods in Issue: Dates of Entry: Tariff Items at Issue Appellant: Respondent:	Aubé Technologies Inc. Line voltage thermostats September 18 and 19, 1996 9032.10.10 9032.10.90
23	AP-99-010 Goods in Issue: Dates of Entry: Tariff Items at Issue Appellant: Respondent:	Phosyn, plc Micronutrient fertilizers June 20, 1997, and March 27, 1998 3105.10.00 and 3105.90.00 3824.90.90
24	AP-99-027 Goods in Issue: Date of Entry: Tariff Items at Issue Appellant: Respondent:	Kotel Books Kiddush sets March 12, 1999 9986.00.00 7114.11.00
25	AP-99-031 Goods in Issue: Date of Entry: Tariff Items at Issue Appellant: Respondent:	M. Baig International Corp. Fabric March 4, 1998 5408.32.20 5408.33.00

**COMMISSIONS****TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

AVIS N° HA-99-007

*Appels*

Le Tribunal canadien du commerce extérieur tiendra des audiences publiques afin d'entendre les appels mentionnés ci-dessous. Les audiences débuteront à 9 h 30 et auront lieu dans la salle d'audience du Tribunal, Standard Life Centre, 18<sup>e</sup> étage, 333, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0G7. Les personnes intéressées qui ont l'intention d'assister aux audiences doivent s'adresser au Tribunal en composant le (613) 991-5767 si elles désirent plus de renseignements ou si elles veulent confirmer la date des audiences.

*Loi sur la taxe d'accise*

Appelante c. intimé (le ministre du Revenu national)

Novembre 1999

Date	Numéro d'appel	Appelante
18	AP-98-093	Cast Terminals Inc. Alinéa 23(8)(c)
	AP-98-094	Terminus Racine (Montréal) Ltd. Alinéa 23(8)(c)

*Loi sur les douanes*

Appelante c. intimé (le sous-ministre du Revenu national)

Novembre 1999

Date	Numéro d'appel	Appelante
3	AP-99-015 à AP-99-025 Marchandises en litige : Dates d'entrée : Numéros tarifaires en litige Appelante : Intimé :	Convoy Supply Ltd. Feutres-toitures (GlasPly IV et GlasPly Premier) Du 19 avril 1996 au 28 février 1997 6807.10.00 7019.32.10
10	AP-99-028 Marchandises en litige : Dates d'entrée : Numéros tarifaires en litige Appelante : Intimé :	Aubé Technologies Inc. Thermostats à tension composée Les 18 et 19 septembre 1996 9032.10.10 9032.10.90
23	AP-99-010 Marchandises en litige : Dates d'entrée : Numéros tarifaires en litige Appelante : Intimé :	Phosyn, plc Engrais contenant des oligo-éléments Le 20 juin 1997 et le 27 mars 1998 3105.10.00 et 3105.90.00 3824.90.90
24	AP-99-027 Marchandises en litige : Date d'entrée : Numéros tarifaires en litige Appelante : Intimé :	Kotel Books Ensembles Kiddush Le 12 mars 1999 9986.00.00 7114.11.00
25	AP-99-031 Marchandises en litige : Date d'entrée : Numéros tarifaires en litige Appelante : Intimé :	M. Baig International Corp. Tissu Le 4 mars 1998 5408.32.20 5408.33.00

Appeal Date Number	Appellant	Número Date d'appel	Appelante
29 AP-99-014	Patagonia International Inc.	29 AP-99-014	Patagonia International Inc.
Goods in Issue: At Issue:	Clothing Value for Duty	Marchandises en litige : En litige:	Vêtements Valeur en douane

October 1, 1999

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999

By Order of the Tribunal  
MICHEL P. GRANGER  
*Secretary*

Par ordre du Tribunal  
*Le secrétaire*  
MICHEL P. GRANGER

[41-1-o]

[41-1-o]

## CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

The following notices are abridged versions of the Commission's original notices bearing the same number. The original notices contain a more detailed outline of the applications, including additional locations and addresses where the complete files may be examined. The relevant material, including the notices and applications, is available for viewing during normal business hours at the following offices of the Commission:

- Central Building, Les Terrasses de la Chaudière, 1 Promenade du Portage, Ground Floor, Hull, Quebec K1A 0N2, (819) 997-2429 (Telephone), 994-0423 (TDD), (819) 994-0218 (Facsimile);
- Bank of Commerce Building, Suite 1007, 1809 Barrington Street, Halifax, Nova Scotia B3J 3K8, (902) 426-7997 (Telephone), 426-6997 (TDD), (902) 426-2721 (Facsimile);
- Place Montréal Trust, 1800 McGill College Avenue, Suite 1920, Montréal, Quebec H3A 3J6, (514) 283-6607 (Telephone), 283-8316 (TDD), (514) 283-3689 (Facsimile);
- The Kensington Building, Suite 1810, 275 Portage Avenue, Winnipeg, Manitoba R3B 2B3, (204) 983-6306 (Telephone), 983-8274 (TDD), (204) 983-6317 (Facsimile);
- 530-580 Hornby Street, Vancouver, British Columbia V6C 3B6, (604) 666-2111 (Telephone), 666-0778 (TDD), (604) 666-8322 (Facsimile);
- C.R.T.C. Documentation Centre, 55 St. Clair Avenue E, Suite 624, Toronto, Ontario, (416) 952-9096 (Telephone), (416) 954-6343 (Facsimile);
- C.R.T.C. Documentation Centre, Cornwall Professional Building, Room 103, 2125 11th Avenue, Regina, Saskatchewan S4P 3X3, (306) 780-3422 (Telephone), (306) 780-3319 (Facsimile).

Interventions must be filed with the Secretary General, Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, Ottawa, Ontario K1A 0N2, together with proof that a true copy of the intervention has been served upon the applicant, on or before the deadline given in the notice.

*Secretary General*

## CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

### DECISIONS

The complete texts of the decisions summarized below are available from the offices of the CRTC.

## CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

Les avis qui suivent sont des versions abrégées des avis originaux du Conseil portant le même numéro. Les avis originaux contiennent une description plus détaillée de chacune des demandes, y compris les lieux et adresses où l'on peut consulter les dossiers complets. Tous les documents afférents, y compris les avis et les demandes, sont disponibles pour examen durant les heures normales d'affaires aux bureaux suivants du Conseil :

- Édifice central, Les Terrasses de la Chaudière, 1, promenade du Portage, Rez-de-chaussée, Hull (Québec) K1A 0N2, (819) 997-2429 (téléphone), 994-0423 (ATS), (819) 994-0218 (télécopieur);
- Édifice de la Banque de Commerce, Pièce 1007, 1809, rue Barrington, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3K8, (902) 426-7997 (téléphone), 426-6997 (ATS), (902) 426-2721 (télécopieur);
- Place Montréal Trust, 1800, avenue McGill College, Bureau 1920, Montréal (Québec) H3A 3J6, (514) 283-6607 (téléphone), 283-8316 (ATS), (514) 283-3689 (télécopieur);
- Édifice Kensington, Pièce 1810, 275, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) R3B 2B3, (204) 983-6306 (téléphone), 983-8274 (ATS), (204) 983-6317 (télécopieur);
- 530-580, rue Hornby, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B6, (604) 666-2111 (téléphone), 666-0778 (ATS), (604) 666-8322 (télécopieur);
- Centre de documentation du C.R.T.C., 55, avenue St. Clair Est, Bureau 624, Toronto (Ontario), (416) 952-9096 (téléphone), (416) 954-6343 (télécopieur);
- Centre de documentation du C.R.T.C., Édifice Cornwall Professionnel, Pièce 103, 2125, 11<sup>e</sup> Avenue, Regina (Saskatchewan) S4P 3X3, (306) 780-3422 (téléphone), (306) 780-3319 (télécopieur).

Les interventions doivent parvenir au Secrétaire général, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, Ottawa (Ontario) K1A 0N2, avec preuve qu'une copie conforme a été envoyée à la requérante, avant la date limite d'intervention mentionnée dans l'avis.

*Secrétaire général*

## CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

### DÉCISIONS

On peut se procurer le texte complet des décisions résumées ci-après en s'adressant au CRTC.

<p>99-449</p> <p>Diffusion Métromédia CMR inc. Longueuil, Quebec</p> <p>Approved — Acquisition of the assets of the radio programming undertaking CIEL-FM Longueuil as well as its radio network from Radio MF C.I.E.L. (1981) inc. Licences will expire December 31, 1999, in the case of CIEL-FM and August 31, 2006, in the case of the network.</p>	<p>September 30, 1999</p>	<p>99-449</p> <p>Diffusion Métromédia CMR inc. Longueuil (Québec)</p> <p>Approuvé — Acquisition de l'actif de l'entreprise de programmation de radio CIEL-FM Longueuil et de son réseau radio-phonique, propriété de Radio MF C.I.E.L. (1981) inc. Les licences expireront le 31 décembre 1999 dans le cas de CIEL-FM et le 31 août 2006 dans le cas du réseau.</p>	<p>Le 30 septembre 1999</p>
<p>99-450</p> <p>Regional Cable TV (Western) Inc. Keremeos, British Columbia</p> <p>Approved — Acquisition of the assets of the cable distribution undertaking serving Keremeos from Keremeos Cable Ltd. The licence will expire August 31, 2001.</p>	<p>September 30, 1999</p>	<p>99-450</p> <p>Regional Cable TV (Western) Inc. Keremeos (Colombie-Britannique)</p> <p>Approuvé — Acquisition de l'actif de l'entreprise de distribution par câble qui dessert Keremeos, propriété de Keremeos Cable Ltd. La licence expirera le 31 août 2001.</p>	<p>Le 30 septembre 1999</p>
<p>99-451</p> <p>Regional Cable TV (Western) Inc. Oliver and Osoyoos, British Columbia</p> <p>Approved — Acquisition of the assets of the cable distribution undertaking serving Oliver and Osoyoos from Wood Lake Cable Ltd. The licence will expire August 31, 2001.</p>	<p>September 30, 1999</p>	<p>99-451</p> <p>Regional Cable TV (Western) Inc. Oliver et Osoyoos (Colombie-Britannique)</p> <p>Approuvé — Acquisition de l'actif de l'entreprise de distribution par câble qui dessert Oliver et Osoyoos, propriété de Wood Lake Cable Ltd. La licence expirera le 31 août 2001.</p>	<p>Le 30 septembre 1999</p>
<p>99-452</p> <p>NewCap Inc. Gander, Newfoundland</p> <p>Approved — Application to replace AM station CKXD Gander with a new English-language FM station. The licence will expire August 31, 2005.</p>	<p>September 30, 1999</p>	<p>99-452</p> <p>NewCap Inc. Gander (Terre-Neuve)</p> <p>Approuvé — Demande en vue de remplacer la station AM CKXD Gander par une nouvelle station FM de langue anglaise. La licence expirera le 31 août 2005.</p>	<p>Le 30 septembre 1999</p>
<p>99-453</p> <p>NewCap Inc. Grand Falls and Robert's Arm, Newfoundland</p> <p>Approved — Application to replace AM station CKXG Grand Falls with a new English-language FM station. The licence will expire August 31, 2005.</p>	<p>September 30, 1999</p>	<p>99-453</p> <p>NewCap Inc. Grand Falls et Robert's Arm (Terre-Neuve)</p> <p>Approuvé — Demande en vue de remplacer la station AM CKXG Grand Falls par une nouvelle station FM de langue anglaise. La licence expirera le 31 août 2005.</p>	<p>Le 30 septembre 1999</p>

[41-1-o]

[41-1-o]

## CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

### PUBLIC HEARING 1999-9-1

Further to its Notice of Public Hearing CRTC 1999-9 dated September 10, 1999, relating to its public hearing commencing on November 16, 1999, at the Delta Bessborough, 601 Spadina Crescent E, Saskatoon, Saskatchewan, the Commission announces that, at the request of the Applicant, the following item is withdrawn from the public hearing:

Issue No. 1 — Item 6  
Canwest Television Inc.  
Dauphin, Manitoba

To amend the broadcasting licence for CKND-TV Winnipeg, Manitoba. As the application by CanWest Television Inc. is now being withdrawn, the application by Craig Broadcast Systems Inc. (item 7) is no longer technically mutually exclusive.

September 29, 1999

[41-1-o]

## CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

### AUDIENCE PUBLIQUE 1999-9-1

À la suite de son avis d'audience publique CRTC 1999-9 du 10 septembre 1999 relativement à l'audience publique qui débutera le 16 novembre 1999, au Delta Bessborough, 601, croissant Spadina Est, Saskatoon (Saskatchewan), le Conseil annonce qu'à la demande de la requérante, l'article suivant est retiré de l'audience publique :

Première partie — Article 6  
Canwest Television Inc.  
Dauphin (Manitoba)

En vue de modifier la licence de radiodiffusion de CKND-TV Winnipeg (Manitoba). Puisque la demande de CanWest Television Inc. est maintenant retirée, la demande de Craig Broadcast Systems Inc. (article 7) n'est plus concurrente sur le plan technique.

Le 29 septembre 1999

[41-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND  
TELECOMMUNICATIONS COMMISSION****PUBLIC HEARING 1999-10**

The Commission will hold a public hearing commencing on December 6, 1999, at 9 a.m. (Issue No. 1) at the Conference Centre, Portage IV, 140 Promenade du Portage, Hull, Quebec, to consider the following:

1. Across Canada  
3609294 Canada Inc., the general partner, and BCE Inc. (BCE), as the limited partner, which will operate as Bell ExpressVu Limited Partnership.

For authority to acquire the assets of the DTH Broadcasting Distribution undertaking, the DTH Pay-per-View undertaking and the satellite relay distribution undertaking. The transactions are to be effected in connection with a corporate reorganization and will have no effect on the ultimate control of any of the undertakings. 3609294 Canada inc. is a wholly-owned subsidiary of BEI, itself a wholly-owned subsidiary of BCE. Both before and after the reorganization, all licensed undertakings are and will be under the effective control of and wholly owned by BCE. The applicant is also requesting to obtain broadcasting licences to continue the operation of these undertakings under the same terms and conditions as the existing licences.

2. Across Canada  
CHUM Limited (CHUM) and Sun Company (OBCI) partners in a general partnership (to be known as Pulse 24)

For authority to acquire the assets of Cable Pulse 24 (CP 24) and to obtain a specialty programming undertaking licence under the same terms and conditions as the current licence. The Commission notes that this assets acquisition is part of a corporate reorganization, whereby CP 24, currently a corporation, will become a general partnership with CHUM and Sun Company as partners. This corporate reorganization is primarily for tax purposes. Presently the Commission points out that (CP 24) is 70 percent owned by CHUM and 30 percent owned by Sun Company (OBCI).

3. Across Canada  
Background

On February 10, 1999, CTV Inc. (CTV) announced that it had reached an agreement with the Canadian shareholders of NetStar Communications Inc. (NetStar) to purchase all of the shares of NetStar not held by ESPN Sub, a wholly-owned subsidiary of ESPN Inc. (ESPN). These shares will amount to 68.46 percent of NetStar's issued and outstanding voting shares.

On February 3, 1999, the Commission approved the trust arrangement that had been put in place with respect to the 68.46 percent Canadian voting interest in NetStar. The transaction closed in trust on March 5, 1999.

Subsequently, CTV filed an application in order to seek the Commission's authority to implement the transaction which can be summarized as follows:

Application by CTV, on behalf of The Sports Network Inc. (TSN), Le Réseau des sports (RDS) Inc. (RDS) and 2953285 Canada Inc. (Discovery), operating as The Discovery Channel, for authority to effect a change of effective control in NetStar.

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES****AUDIENCE PUBLIQUE 1999-10**

Le Conseil tiendra une audience publique à partir du 6 décembre 1999, à 9 h (Première partie), au Centre de conférence, Portage IV, 140, promenade du Portage, Hull (Québec), afin d'étudier ce qui suit :

1. L'ensemble du Canada  
3609294 Canada inc., l'associée commanditée, et BCE Inc. (BCE), l'associée commanditaire, qui sera exploitée sous le nom de Bell ExpressVu Limited Partnership.

En vue d'obtenir l'autorisation d'acquérir les immobilisations de l'entreprise de radiodiffusion directe, de l'entreprise de radiodiffusion directe à la carte et de l'entreprise de distribution par relais satellite. Les transactions entrent dans le cadre d'une réorganisation administrative et elles n'auront aucun effet sur le contrôle ultime des entreprises. 3609294 Canada inc. est une filiale à part entière de BEI, qui est elle-même une filiale à part entière de BCE. Après la réorganisation, toutes les entreprises titulaires seront sous le contrôle effectif de BCE et seront détenues par elle à part entière, comme elles le sont actuellement. La requérante demande aussi des licences de radiodiffusion en vue de continuer à exploiter les entreprises en question suivant les mêmes modalités que celles des licences existantes.

2. L'ensemble du Canada  
CHUM Limitée (CHUM) et Sun Company (SDEC), associées dans une société en nom collectif (devant s'appeler Pulse 24)

En vue d'obtenir l'autorisation d'acquérir l'actif de Cable Pulse 24 (CP 24) et d'obtenir une licence de radiodiffusion pour une entreprise de programmation spécialisée, selon les mêmes modalités que celles de la licence actuelle. Le Conseil note que cette acquisition d'actif s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation par laquelle CP 24, actuellement une société, deviendra une société en nom collectif ayant CHUM et Sun Company comme associées. Cette réorganisation est principalement à des fins fiscales. Actuellement, le Conseil souligne que (CP 24) est détenue à 70 p. 100 par CHUM et à 30 p. 100 par Sun Company (SDEC).

3. L'ensemble du Canada  
Historique

Le 10 février 1999, CTV Inc. (CTV) a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec les actionnaires canadiens de NetStar Communications Inc. (NetStar) en vue d'acheter toutes les actions de cette dernière non détenues par ESPN Sub, une filiale à part entière de ESPN Inc. (ESPN), soit 68,46 p. 100 des actions avec droit de vote en circulation de NetStar.

Le 3 février 1999, le Conseil a approuvé le contrat de fiducie mis en place relatif aux 68,46 p. 100 des actions avec droit de vote canadiennes de NetStar. La transaction a été effectuée en fiducie le 5 mars 1999.

Par la suite, CTV a présenté une demande en vue d'obtenir l'autorisation du Conseil de mettre en œuvre la transaction qui se résume comme suit :

Demande présentée par CTV, au nom de The Sports Network Inc. (TSN), Le Réseau des sports (RDS) Inc. (RDS) et 2953285 Canada Inc. (Discovery), exploitant sous le nom de The Discovery Channel, en vue de faire approuver un changement de contrôle effectif dans NetStar.

NetStar is the owner of TSN (100 percent) and the owner through its subsidiary NetStar Enterprises Inc. of RDS (100 percent), Discovery (80 percent) and Viewer's Choice Canada (Viewer's Choice) [24.95 percent].

The transfer of effective control will be the result, should the proposed transaction be approved, of the transfer of the majority voting interests of the parent company NetStar currently held by the trustee, Donald G. Campbell, to 3578704 Canada Inc. (CTV Sub), a wholly-owned subsidiary of CTV.

The NetStar shares currently in trust represent a 68.46 percent voting interest. However, as a result of a share reorganization that would take place prior to the transfer to CTV Sub of the 68.46 percent of the eligible voting shares, the controlling interest in NetStar would increase to 80 percent. ESPN's interest in NetStar will be held by ESPN Sub, and will be reduced from the present level of 31.54 percent to 20 percent.

The Commission intends to discuss, among other questions, the level of concentration of ownership in sports programming that would result from the transaction and the impact that may occur on the broadcasting industry. In this context, the Commission may wish to discuss whether it would be appropriate, in the circumstances, for CTV to divest a part of its broadcast holdings in the event the application is approved.

In addition, the Commission may wish to discuss the appropriate valuation of the transaction as well as the specific proposals for unequivocal tangible benefits.

Further, the Commission may wish to discuss with interested parties the issue of foreign ownership and where control of the sports related services would reside following any approval of the application (i.e. responsibility for the day-to-day management and operational control of the licensees).

#### 4. Across Canada

Sportscope Television Network Ltd.

Sportscope, licensee of a national English-language specialty programming undertaking devoted exclusively to sports programming with a particular focus on sports highlights, including video clips, scores and updates (Headline Sports), requesting Commission approval to amend two of its existing conditions of licence and to add a new one:

Relevant portions of existing conditions of licence:

1. The licensee shall not broadcast any live sports events coverage.
2. The licensee shall devote to the distribution of Canadian programs not less than 100 percent of the broadcast year.

Proposed conditions of licence:

1. The licensee may broadcast live sports events coverage provided that the hours devoted to such broadcasting do not exceed 15 percent of the licensee's quarterly program schedule.
- 2(a). The licensee shall devote to the distribution of Canadian programs not less than 80 percent of the broadcast year.
- 2(b). The licensee shall devote not less than 60 percent of the evening broadcast period during each broadcast year to the distribution of Canadian programs.
3. The licensee may distribute separate regional programming in place of its national service to affiliated

NetStar est propriétaire de TSN (100 p. 100) et propriétaire, par sa filiale NetStar Enterprises Inc., de RDS (100 p. 100), de Discovery (80 p. 100) et de Viewer's Choice Canada (Viewer's Choice) [24,95 p. 100].

Le transfert du contrôle effectif résultera, si le projet de transaction est approuvé, en un transfert de la majorité des actions avec droit de vote de la compagnie mère NetStar actuellement détenue par la fiducie, Donald G. Campbell, à 3578704 Canada Inc. (CTV Sub), une filiale à part entière de CTV.

Les actions de NetStar actuellement en fiducie représentent 68,46 p. 100 des actions avec droit de vote. Toutefois, à la suite d'une réorganisation des actions qui aurait lieu avant le transfert de ces 68,46 p. 100 d'actions admissibles à CTV Sub, la participation majoritaire de NetStar augmenterait à 80 p. 100. La part d'ESPN dans NetStar serait détenue par ESPN Sub, et serait réduite de 31,54 p. 100 à 20 p. 100.

Le Conseil entend aborder, entre autres choses, la question du niveau de concentration de propriété dans le secteur des émissions spécialisées de sport qui résulterait de la transaction ainsi que l'impact que cette dernière pourrait avoir à l'échelle de l'industrie de la radiodiffusion. Dans ce contexte, le Conseil pourrait se pencher sur la question de savoir s'il conviendrait, dans les circonstances, que CTV se départisse de ses intérêts en radiodiffusion, dans le cas où la demande serait approuvée.

En outre, le Conseil pourrait discuter de la valeur adéquate de la transaction ainsi que des avantages tangibles sans équivoque de projets particuliers.

Le Conseil pourrait également soulever la question de la propriété étrangère, et celle de savoir qui aurait le contrôle des services relatifs aux sports une fois la demande approuvée (c'est-à-dire la responsabilité de la gestion quotidienne et du contrôle opérationnel des titulaires).

#### 4. L'ensemble du Canada

Sportscope Television Network Ltd.

Sportscope, titulaire d'une entreprise de programmation offrant, à l'échelle nationale, un service spécialisé consacré exclusivement aux sports qui met particulièrement l'accent sur les faits saillants du sport en présentant des vidéoclips, des résultats et des bilans (Headline Sports), en vue d'obtenir l'approbation du Conseil pour modifier deux de ses conditions de licences actuelles et d'en ajouter une.

Sections pertinentes des conditions de licences actuelles :

1. La titulaire ne doit pas diffuser d'événements sportifs en direct.
2. La titulaire doit consacrer à la distribution d'émissions canadiennes la totalité de l'année de radiodiffusion.

Conditions de licences proposées :

1. La titulaire peut diffuser des événements sportifs en direct pourvu que les heures consacrées à ces émissions ne dépassent pas 15 p. 100 de la grille-horaire trimestrielle de la titulaire.
- 2a). La titulaire doit consacrer à la distribution d'émissions canadiennes au moins 80 p. 100 de l'année de radiodiffusion.
- 2b). La titulaire doit consacrer à la distribution d'émissions canadiennes au moins 60 p. 100 de la période de radiodiffusion en soirée pour l'année de radiodiffusion.
3. La titulaire peut distribuer des émissions régionales distinctes au lieu de son service national aux entreprises de

distribution undertakings provided that the hours devoted to such regional programming do not exceed 10 percent of the licensee's quarterly program schedule.

5. Bancroft, Ontario

The Haliburton Broadcasting Group Inc.

For authority to acquire the assets of radio programming undertaking CJNH Bancroft, and for a broadcasting licence to continue the operation of this undertaking upon surrender of the current licence issued to Quinte Broadcasting Company, Limited.

6. Barrie, Ontario

CHUM Limited

For a broadcasting licence to carry on an English-language FM radio programming undertaking in Barrie. The new station would operate on frequency 97.7 MHz (channel 249B) with an effective radiated power of 9 960 watts. The applicant is proposing a CHR (contemporary hit radio) music format. CHUM Limited currently operates a television station (CKVR-TV) in the Barrie market. The Commission notes that this application is technically mutually exclusive with the application filed by Larche Communications (Barrie) Inc. which is also scheduled at this hearing for the use of the 97.7 MHz frequency.

7. Barrie, Ontario

Larche Communications (Barrie) Inc.

For a broadcasting licence to carry on an English-language FM radio programming undertaking in Barrie. The new station would operate on frequency 97.7 MHz (channel 249B) with an effective radiated power of 10 560 watts. The applicant is proposing a classic rock music format. The Commission notes that this application is technically mutually exclusive with the application filed by CHUM Limited which is also scheduled at this hearing for the use of the 97.7 MHz frequency.

8. Barrie, Ontario

Rock 95 Broadcasting (Barrie-Orillia) Ltd.

For a broadcasting licence to carry on an English-language FM radio programming undertaking in Barrie. The new station would operate on frequency 107.5 MHz (channel 298C1) with an effective radiated power of 26 000 watts. The applicant is proposing a Top 40/Contemporary Hit music format. Rock 95 Broadcasting (Barrie-Orillia) Ltd. currently operates a radio station (CFJB-FM) in the Barrie market.

9. Belleville, Ontario

Anthony Zwig, on behalf of a company to be incorporated

For a broadcasting licence to carry on an English-language FM radio programming undertaking in Belleville. The new station would operate on frequency 100.1 MHz (channel 261B) with an effective radiated power of 40 000 watts. The applicant is proposing a country music format. It should be noted that Anthony Zwig through his ownership of Belleville Radio Limited, licensee of CJOJ-FM, has an FM presence in Belleville.

10. Hamilton/Burlington, Ontario  
Affinity Radio Group Inc.

distribution affiliées, pourvu que les heures consacrées à ces émissions régionales ne dépassent pas 10 p. 100 de la grille-horaire trimestrielle de la titulaire.

5. Bancroft (Ontario)

The Haliburton Broadcasting Group Inc.

En vue d'obtenir l'autorisation d'acquérir l'actif de l'entreprise de programmation radio CJNH Bancroft, et d'obtenir une licence afin de poursuivre l'exploitation de la station à la rétrocession de la licence actuelle émise à Quinte Broadcasting Company, Limited.

6. Barrie (Ontario)

CHUM Limitée

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM de langue anglaise à Barrie. La nouvelle station serait exploitée à la fréquence 97,7 MHz (canal 249B) avec une puissance apparente rayonnée de 9 960 watts. La requérante propose une formule musicale CHR (succès radio contemporain). CHUM Limitée exploite actuellement une station de télévision (CKVR-TV) dans le marché de Barrie. Le Conseil note que la présente demande est concurrente, sur le plan technique, avec la demande soumise par Larche Communications (Barrie) Inc., qui est également inscrite à l'ordre du jour de la présente audience pour l'utilisation de la fréquence 97,7 Mhz.

7. Barrie (Ontario)

Larche Communications (Barrie) Inc.

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM de langue anglaise à Barrie. La nouvelle station serait exploitée à la fréquence 97,7 MHz (canal 249B) avec une puissance apparente rayonnée de 10 560 watts. La requérante propose une formule musicale rock classique. Le Conseil note que la présente demande est concurrente, sur le plan technique, avec la demande soumise par CHUM Limitée, qui est également inscrite à l'ordre du jour de la présente audience pour l'utilisation de la fréquence 97,7 MHz.

8. Barrie (Ontario)

Rock 95 Broadcasting (Barrie-Orillia) Ltd.

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM de langue anglaise à Barrie. La nouvelle station serait exploitée à la fréquence 107,5 MHz (canal 298C1) avec une puissance apparente rayonnée de 26 000 watts. La requérante propose une formule musicale Top 40/grand succès contemporains. Rock 95 Broadcasting (Barrie-Orillia) Ltd. exploite actuellement une station de radio (CFJB-FM) dans le marché de Barrie.

9. Belleville (Ontario)

Anthony Zwig, représentant une société devant être constituée

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM de langue anglaise à Belleville. La nouvelle station serait exploitée à la fréquence 100,1 MHz (canal 261B) avec une puissance apparente rayonnée de 40 000 watts. La requérante propose une formule musicale country. Il faut souligner qu'Anthony Zwig est propriétaire de Belleville Radio Limited, titulaire de CJOJ-FM Belleville, assurant ainsi de ce fait une présence FM dans le marché de Belleville.

10. Hamilton/Burlington (Ontario)  
Affinity Radio Group Inc.

For a broadcasting licence to carry on an English-language FM radio programming undertaking at Hamilton/Burlington. The new station would operate on frequency 94.7 MHz (channel 234B) with an effective radiated power of 1 410 watts. The applicant is proposing a country music format. Affinity Radio Group Inc. currently operates a radio station (CHAM) in the Hamilton market. The Commission notes that this application is technically mutually exclusive with the applications filed by NewCap Inc. and Douglas Kirk and Rae Roe which are also scheduled at this hearing for the use of the 94.7 MHz frequency.

11. Hamilton/Burlington, Ontario

Douglas Kirk and Rae Roe, on behalf of a company to be incorporated

For a broadcasting licence to carry on an English-language FM radio programming undertaking at Hamilton/Burlington. The new station would operate on frequency 94.7 MHz (channel 234B) with an effective radiated power of 1 880 watts. The applicant is proposing a new adult contemporary/smooth jazz music format with a minimum weekly level of 35 percent instrumental musical selections. The Commission notes that this application is technically mutually exclusive with the applications filed by Affinity Radio Group Inc. and NewCap Inc. which are also scheduled at this hearing for the use of the 94.7 MHz frequency.

12. Hamilton/Burlington, Ontario

NewCap Inc.

For a broadcasting licence to carry on an English-language FM radio programming undertaking at Hamilton/Burlington. The new station would operate on frequency 94.7 MHz (channel 234B) with an effective radiated power of 6 200 watts. The applicant is proposing a modern adult contemporary/modern rock music format. The Commission notes that this application is technically mutually exclusive with the applications filed by Affinity Radio Group Inc. and by Douglas Kirk and Rae Roe, which are also scheduled at this hearing for the use of the 94.7 MHz frequency.

13. Nepean (Barrhaven), Ontario

Joseph Rajda, "Pols-Haven"

For a broadcasting licence to carry on a predominantly English-language, low power, for profit (Specialty) FM radio programming undertaking at Nepean (Barrhaven), operating on frequency 97.1 MHz (channel 246LP) with an effective radiated power of 50 watts. The applicant will also offer a maximum weekly level of 30 percent French-language programming. The applicant is proposing to broadcast a maximum weekly combined level of category 21 (pop, rock and dance music) and category 22 (country and country-oriented music) of no more than 51 percent of the total amount of music aired. This application was previously scheduled for the June 28, 1999 Hull public hearing but was postponed at the request of the applicant. Additional information has been added to the file for this application.

14. Newmarket, Ontario

1093641 Ontario Limited

To renew the broadcasting licence of the (radio) programming undertaking CKDX-FM Newmarket expiring February 29, 2000.

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM de langue anglaise à Hamilton/Burlington. La nouvelle station serait exploitée à la fréquence 94,7 MHz (canal 234B) avec une puissance apparente rayonnée de 1 410 watts. La requérante propose une formule musicale country. Affinity Radio Group Inc. exploite actuellement une station de radio (CHAM) dans le marché de Hamilton. Le Conseil note que la présente demande est concurrente, sur le plan technique, avec les demandes soumises par NewCap Inc. et Douglas Kirk et Rae Roe, qui sont également inscrites à l'ordre du jour de la présente audience pour l'utilisation de la fréquence 94,7 MHz.

11. Hamilton/Burlington (Ontario)

Douglas Kirk et Rae Roe, représentant une société devant être constituée

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM de langue anglaise à Hamilton/Burlington. La nouvelle station serait exploitée à la fréquence 94,7 MHz (canal 234B) avec une puissance apparente rayonnée de 1 880 watts. La requérante propose une formule musicale adulte contemporain populaire-smooth jazz avec un niveau hebdomadaire minimal de 35 p. 100 de pièces instrumentales. Le Conseil note que la présente demande est concurrente, sur le plan technique, avec les demandes soumises par Affinity Radio Group Inc. et NewCap Inc., qui sont également inscrites à l'ordre du jour de la présente audience pour l'utilisation de la fréquence 94,7 MHz.

12. Hamilton/Burlington (Ontario)

NewCap Inc.

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM de langue anglaise à Hamilton/Burlington. La nouvelle station serait exploitée à la fréquence 94,7 MHz (canal 234B) avec une puissance apparente rayonnée de 6 200 watts. La requérante propose une formule musicale adulte contemporain populaire-rock populaire. Le Conseil note que la présente demande est concurrente, sur le plan technique, avec les demandes soumises par Affinity Radio Group Inc. et par Douglas Kirk et Rae Roe, qui sont également inscrites à l'ordre du jour de la présente audience pour l'utilisation de la fréquence 94,7 MHz.

13. Nepean (Barrhaven) [Ontario]

Joseph Rajda, « Pols-Haven »

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio FM (spécialisée), de faible puissance, principalement de langue anglaise à Nepean (Barrhaven), à la fréquence 97,1 MHz (canal 246FP) et avec une puissance apparente rayonnée de 50 watts. La requérante offrira également au moins 30 p. 100 d'émissions de langue française par semaine. La requérante propose de diffuser un maximum hebdomadaire de musique de la catégorie 21 (musique populaire, rock et de danse) et de la catégorie 22 (musique country et genre country), n'excédant pas 51 p. 100 des pièces musicales diffusées. À l'audience publique du 28 juin 1999, à Hull, le requérant a demandé au Conseil de reporter l'étude de cette demande. Depuis, des documents additionnels ont été ajoutés au dossier public de la demande.

14. Newmarket (Ontario)

1093641 Ontario Limited

En vue de renouveler la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation radio CKDX-FM Newmarket, qui expire le 29 février 2000.

The Commission notes the apparent failure of the licensee to comply with section 8 of the *Radio Regulations, 1986* concerning the provision of logger tapes as well as with subsection 2.2(3) concerning the broadcast of Canadian content for category 2 music. It should be noted that in Decision CRTC 99-267 dated August 18, 1999, the Commission renewed this licence from September 1, 1999, to February 29, 2000, for administrative reasons. In the decision, the Commission mentioned that the administrative renewal of the licence did not in any manner dispose of the licence renewal application, nor any relevant matters before the Commission in connection with this application and, consequently, it is scheduling this application at this public hearing.

15. Toronto, Ontario  
Jan Pachul

For a broadcasting licence to carry on an English-language low power television programming undertaking at Toronto. The new station would operate on channel 15 with a transmitter power of 476 watts.

16. Toronto, Ontario  
Headline Sports Radio Inc.

For a broadcasting licence to carry on an English-language radio network operation, for the purpose of broadcasting NFL football games during the 1999, 2000 and 2001 seasons.

17. St. John's, Clarendville, Grand Falls, Baie Verte, Carbonear (Spaniard's Bay), Marystown and Gander, Newfoundland NewCap Inc., on behalf of 3610306 Canada Inc.

The applicants propose a two-stage transaction involving the following radio programming undertakings and their transmitters:

Call Sign	Location
VOCM-FM	St. John's, Newfoundland
VOCM-FM-1	Clarendville, Newfoundland
VOCM	St. John's, Newfoundland
CKVO	Clarendville, Newfoundland
CKCM	Grand Falls, Newfoundland
CKIM	Baie Verte, Newfoundland
CHVO	Carbonear (Spaniard's Bay), Newfoundland
CHCM	Marystown, Newfoundland
CKGA	Gander, Newfoundland

(1) 3610306 Canada Inc., a wholly-owned subsidiary of VOCM Radio Newfoundland Limited, requests authority to acquire the assets of the above-noted undertakings and their transmitters.

The applicant also requests broadcasting licences to continue the operation of these undertakings, upon surrender of the current licences issued to VOCM Radio Newfoundland Limited.

The applicant proposes to operate the undertakings under the same terms and conditions as the current licences.

(2) NewCap Inc. seeks to gain effective control of 3610306 Canada Inc. by acquiring all of the common voting shares of the licensee.

The Commission notes that following this acquisition NewCap Inc. will have directly and indirectly (through 3610306 Canada Inc.) four radio stations in St. John's, Newfoundland,

Le Conseil constate l'état d'infraction présumé de la titulaire de se conformer à l'article 8 du *Règlement de 1986 sur la radio* concernant la soumission de rubans-témoins ainsi qu'au paragraphe 2.2(3) concernant la diffusion de contenu canadien de musique de la catégorie 2. Il est à noter que, dans la décision CRTC 99-267 du 18 août 1999, le Conseil a renouvelé cette licence du 1<sup>er</sup> septembre 1999 au 29 février 2000 pour des motifs d'ordre administratif. Dans cette décision, le Conseil mentionnait que le renouvellement administratif de la licence ne réglait en aucune façon la demande de renouvellement, ni les questions pertinentes dont le Conseil est actuellement saisi relativement à cette demande. Conséquemment, il inscrit cette demande à cette audience publique.

15. Toronto (Ontario)  
Jan Pachul

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de télévision de faible puissance de langue anglaise à Toronto. La nouvelle station serait exploitée au canal 15 avec une puissance d'émission de 476 watts.

16. Toronto (Ontario)  
Headline Sports Radio Inc.

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'un réseau radiophonique de langue anglaise, afin de diffuser les matchs de football de la NFL pendant les saisons 1999, 2000 et 2001.

17. St. John's, Clarendville, Grand Falls, Baie Verte, Carbonear (Spaniard's Bay), Marystown et Gander (Terre-Neuve) NewCap Inc., au nom de 3610306 Canada Inc.

Les requérantes proposent une transaction en deux volets impliquant les entreprises de programmation de radio suivantes et leurs émetteurs :

Lettres d'appel	Localité
VOCM-FM	St. John's (Terre-Neuve)
VOCM-FM-1	Clarendville (Terre-Neuve)
VOCM	St. John's (Terre-Neuve)
CKVO	Clarendville (Terre-Neuve)
CKCM	Grand Falls (Terre-Neuve)
CKIM	Baie Verte (Terre-Neuve)
CHVO	Carbonear (Spaniard's Bay) [Terre-Neuve]
CHCM	Marystown (Terre-Neuve)
CKGA	Gander (Terre-Neuve)

(1) 3610306 Canada Inc., une filiale à part entière de VOCM Radio Newfoundland Limited, demande l'autorisation d'acquiescer l'actif des entreprises susmentionnées et de leurs émetteurs.

Elle demande également à obtenir des licences de radiodiffusion lui permettant de poursuivre l'exploitation de ces entreprises, à la rétrocession des licences actuelles émises à VOCM Radio Newfoundland Limited.

La requérante propose les mêmes modalités d'exploitation que celles des licences actuelles.

(2) NewCap Inc. demande l'autorisation d'acquiescer le contrôle effectif de 3610306 Canada Inc. en transférant la totalité des actions ordinaires avec droit de vote de la titulaire.

Le Conseil note que, à la suite de cette acquisition, NewCap Inc. possédera directement et indirectement (par l'entremise de 3610306 Canada Inc.) quatre stations de radio à St. John's



which is not in line with our new common ownership policy as outlined in "Commercial Radio Policy 1998" Public Notice CRTC 1998-41.

18. Isle Madame, Nova Scotia

Telire: Isle Madame Community Television Association

For a broadcasting licence to carry on an English- and French-language low-power television station at Isle Madame. The new station would operate on channel 10 with a transmitter power of 45.3 watts. The applicant has requested to be relieved, by condition of licence, of the requirements of subsections 10(1) to 10(4) of the *Television Broadcasting Regulations, 1987* with regard to the retention of program logs or records.

To ensure the effective use of public hearing time, and consistent with the Commission's practice in similar proceedings, it may group the appearance of various interveners to particular applications at the same time.

Deadline for intervention: November 12, 1999

October 1, 1999

[41-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND  
TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**

**PUBLIC HEARING 1999-10-1**

The Commission will hold a public hearing commencing on December 6, 1999, at 9:00 a.m. (Issue No. 2), at the Conference Centre, Portage IV, 140 Promenade du Portage, Hull, Quebec to consider the following:

The following application is withdrawn from the October 4, 1999 public hearing and rescheduled to this public hearing. It should be noted that no interventions were received for this application and that the intervention deadline is not extended.

19. Ottawa and surrounding areas, Ontario

Rogers Ottawa Limited/Limitée

The applicant is requesting a broadcasting licence for a regional cable distribution undertaking at Ottawa and surrounding areas. The proposed regional licence will replace the current individual licences held by the applicant for Ottawa East (part of Ottawa, Vanier, Rockliffe Park, Gloucester, part of Nepean and parts of Rideau, Osgoode, Cumberland and Russell Townships), Ottawa West (part of Ottawa, part of Nepean, Kanata, parts of the Townships of March and Goulbourn, Almonte and Carleton Place) and Carp, Ontario. The applicant has applied to continue, with certain modifications, in the new licence the exemptions and authorizations concerning programming currently in effect in the present licences. These exemptions and authorizations are listed in the application.

October 1, 1999

[41-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND  
TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**

**PUBLIC NOTICE 1999-161**

*Quebec and Atlantic Region*

1. Clarendville, Newfoundland

Canadian Broadcasting Corporation

(Terre-Neuve), ce qui n'est pas conforme à notre nouvelle politique en matière de propriété commune, exposée dans l'avis public CRTC 1998-41 intitulé « Politique de 1998 concernant la radio commerciale ».

18. Îsle Madame (Nouvelle-Écosse)

Association de télévision communautaire de l'île Madame

En vue d'obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de télévision de langues anglaise et française de faible puissance à l'île Madame. La nouvelle station serait exploitée au canal 10 avec une puissance d'émission de 45,3 watts. La requérante a demandé d'être relevée, par condition de licence, des exigences des paragraphes 10(1) à 10(4) du *Règlement de 1987 sur la télédiffusion*, en vertu desquels elle doit conserver des registres d'émissions ou des enregistrements.

Par souci d'efficacité dans le déroulement de l'audience publique et conformément à la pratique adoptée dans des instances semblables, le Conseil pourrait grouper la comparution de divers intervenants à des demandes particulières au même moment.

Date limite d'intervention : le 12 novembre 1999

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999

[41-1-o]

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**

**AUDIENCE PUBLIQUE 1999-10-1**

Le Conseil tiendra une audience publique à partir du 6 décembre 1999, à 9 h (Deuxième partie), au Centre de conférence, Portage IV, 140, promenade du Portage, Hull (Québec), afin d'étudier ce qui suit :

Cette demande est retirée de l'audience publique du 4 octobre 1999 et reportée à cette audience. Prière de noter que la date limite pour soumettre une intervention a expiré et qu'aucune intervention n'a été reçue.

19. Ottawa et les régions avoisinantes (Ontario)

Rogers Ottawa Limitée/Limited

La requérante demande une licence de radiodiffusion afin d'exploiter une entreprise de distribution par câble régionale pour desservir Ottawa et les régions avoisinantes. La licence régionale proposée remplacera les licences individuelles actuelles détenues par la requérante pour Ottawa-est (secteur d'Ottawa, Vanier, parc Rockliffe, Gloucester, secteur de Nepean et secteurs des cantons de Rideau, Osgoode, Cumberland et Russell), Ottawa-ouest (secteur d'Ottawa, secteur de Nepean, Kanata, secteurs des cantons de March et Goulbourn, Almonte et Carleton Place) et Carp (Ontario). La requérante a demandé que les mêmes exemptions et autorisations, avec certaines modifications, ayant trait à la programmation approuvée dans les licences actuelles s'appliquent lors de l'émission de la nouvelle licence. Ces exemptions et autorisations sont décrites dans la demande.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999

[41-1-o]

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**

**AVIS PUBLIC 1999-161**

*Région du Québec et de l'Atlantique*

1. Clarendville (Terre-Neuve)

Société Radio-Canada

To amend the broadcasting licence of the English-language radio programming undertaking CBG Gander.

2. Amos, Quebec  
Canadian Broadcasting Corporation

To amend the broadcasting licence of the French-language radio programming undertaking CBFX-FM Montréal.

*Western Canada and Territories Region*

3. Whitehorse, Yukon Territory  
Canadian Broadcasting Corporation

To amend the broadcasting licence of the French-language television programming undertaking CBFT Montréal.

Deadline for intervention: November 3, 1999

September 29, 1999

[41-1-o]

En vue de modifier la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de radio de langue anglaise CBG Gander.

2. Amos (Québec)  
Société Radio-Canada

En vue de modifier la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de radio de langue française CBFX-FM Montréal.

*Région de l'Ouest du Canada et Territoires*

3. Whitehorse (Territoire du Yukon)  
Société Radio-Canada

En vue de modifier la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de télévision de langue française CBFT Montréal.

Date limite d'intervention : le 3 novembre 1999

Le 29 septembre 1999

[41-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**

PUBLIC NOTICE 1999-162

*Ontario Region*

1. Sudbury and Timmins, Ontario  
The Haliburton Broadcasting Group Inc. (Haliburton)

To amend the broadcasting licence of radio programming undertakings CHYC Sudbury and CKOY Timmins, by deleting the following condition of licence:

“It is a condition of each licence that the licensee shall, in any broadcast week, devote 65 percent or more of its musical selections from content category 2 to Canadian selections broadcast in their entirety.”

With the deletion of this condition of licence, the licensee would nevertheless be subject to a 35 percent Canadian content obligation pursuant to the *Radio Regulations, 1986*.

In Decision CRTC 99-404, the Commission approved in part applications by Haliburton to acquire the assets of CHYC Sudbury and CKOY Timmins from Pelmorex Radio Inc. and to convert these two stations from the AM band to the FM band.

The applicant advises that it had inadvertently included a 65 percent Canadian content commitment as opposed to 35 percent in those applications.

Deadline for intervention: November 3, 1999

September 29, 1999

[41-1-o]

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**

AVIS PUBLIC 1999-162

*Région de l'Ontario*

1. Sudbury et Timmins (Ontario)  
The Haliburton Broadcasting Group Inc. (Haliburton)

En vue de modifier la licence de radiodiffusion des entreprises de programmation radio CHYC Sudbury et CKOY Timmins, en supprimant la condition de licence suivante :

« Chaque licence est assujettie à la condition qu'à chaque semaine de radiodiffusion, la titulaire consacre au moins 65 p. 100 de ses sélections musicales de catégorie de teneur 2 à des pièces canadiennes diffusées intégralement. »

À la suite de la suppression de cette condition de licence, la titulaire devra toutefois diffuser 35 p. 100 de contenu canadien conformément aux exigences du *Règlement de 1986 sur la radio*.

Dans la décision CRTC 99-404, le Conseil a approuvé en partie les demandes présentées par Haliburton en vue d'acquérir l'actif des stations de radio CHYC Sudbury et CKOY Timmins de Pelmorex Radio Inc. et de faire passer ces deux stations de la bande AM à la bande FM.

La requérante indique qu'elle avait inclus par inadvertance dans ces demandes un engagement relatif au contenu canadien de 65 p. 100 au lieu de 35 p. 100.

Date limite d'intervention : le 3 novembre 1999

Le 29 septembre 1999

[41-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**

PUBLIC NOTICE 1999-163

Durham Radio Inc.  
Ajax and Sunderland, Ontario

The Commission announces that it has approved, by Letter of Authority A99-0124 dated September 17, 1999, a change to the

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**

AVIS PUBLIC 1999-163

Durham Radio Inc.  
Ajax et Sunderland (Ontario)

Le Conseil annonce l'approbation (lettre d'approbation A99-0124 du 17 septembre 1999) de la demande visant à effectuer un

effective control of Durham Radio Inc., licensee of radio programming undertaking CJKX-FM Ajax and its transmitter CJKX-FM-1 Sunderland.

September 30, 1999

[41-1-o]

changement de contrôle de Durham Radio Inc., titulaire de l'entreprise de programmation de radio CJKX-FM Ajax et de son émetteur CJKX-FM-1 Sunderland.

Le 30 septembre 1999

[41-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND  
TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**

PUBLIC NOTICE 1999-164

Earlton Cable Vision Ltd.  
Earlton, Ontario

The Commission announces that it has approved, by Letter of Authority A99-0126 dated September 24, 1999, a change to the effective control of Earlton Cable Vision Ltd., licensee of the cable distribution undertaking serving Earlton. The change of control is effected through the transfer of all of the issued and outstanding shares held by 3260267 Canada Inc., to Regional Cablesystems Inc.

October 1, 1999

[41-1-o]

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**

AVIS PUBLIC 1999-164

Earlton Cable Vision Ltd.  
Earlton (Ontario)

Le Conseil annonce l'approbation (lettre d'approbation A99-0126 du 24 septembre 1999), de la demande visant à effectuer un changement de contrôle de la Earlton Cable Vision Ltd., titulaire de l'entreprise de distribution par câble desservant Earlton. Le changement de contrôle est effectué par le transfert de toutes les actions émises et en circulation détenues par la 3260267 Canada Inc., à la Télédiffusions Régionales inc.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1999

[41-1-o]

**MISCELLANEOUS NOTICES****ABITIBI-CONSOLIDATED INC.****PLANS DEPOSITED**

Abitibi-Consolidated Inc. hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Fisheries and Oceans under the *Navigable Waters Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under section 9 of the said Act, Abitibi-Consolidated Inc. has deposited with the Minister of Fisheries and Oceans, and in the office of the District Registrar of the Land Registry District of Cochrane, Ontario, under deposit number 495769, a description of the site and plans of a new modular steel bridge replacing an original timber trestle bridge over the Redsucker River, on the Island Falls Road, east of Highway 634, in the Township of Adanac, Ontario, approximately 35 km north of Smooth Rock Falls, Ontario.

And take notice that the project will be screened pursuant to the *Canadian Environmental Assessment Act*.

Written objections based on the effect of the work on marine navigation and on the environment should be directed, not later than one month from the date of publication of this notice, to the Regional Director, Canadian Coast Guard, Department of Fisheries and Oceans, 201 Front Street N, Suite 703, Sarnia, Ontario N7T 8B1.

Toronto, September 29, 1999

ABITIBI-CONSOLIDATED INC.

[41-1-o]

**AUCTIONEERS ASSOCIATION OF CANADA****RELOCATION OF HEAD OFFICE**

Notice is hereby given that the Auctioneers Association of Canada has changed the location of its head office to 5240 1A Street SE, Suite 100, Calgary, Alberta T2H 1J1.

August 24, 1999

P. GARDNER  
*President*

[41-1-o]

**BANK OF CANADA****AMENDMENT TO BY-LAW NO. 9**

Upon a motion duly made, seconded and carried, it was resolved that, pursuant to the powers vested in the Board under subsection 35(1) of the *Bank of Canada Act*, By-law No. 9 is amended to read as follows:

The Executive Committee shall meet for the conduct of its business on the dates and at the times to be fixed by the Executive Committee and on any other occasion when a meeting is called by the Governor; moreover, a meeting shall be called by the Governor upon the written request of any two members of the Executive Committee. Notice of the meetings of the Executive Committee shall be given in the same manner as notice of Board meetings.

The Executive Committee shall have such duties and perform such functions as are specifically set out in the Act and such others as may be determined by the Board from time to time.

**AVIS DIVERS****ABITIBI-CONSOLIDATED INC.****DÉPÔT DE PLANS**

La société Abitibi-Consolidated Inc. donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Pêches et des Océans en vertu de la *Loi sur la protection des eaux navigables*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. L'Abitibi-Consolidated Inc. a, en vertu de l'article 9 de ladite loi, déposé auprès du ministre des Pêches et des Océans et au bureau de la publicité des droits du district d'enregistrement de Cochrane (Ontario), sous le numéro de dépôt 495769, une description de l'emplacement et les plans d'un nouveau pont modulaire en acier qui remplacera le pont à chevalets en bois actuel situé au-dessus de la rivière Redsucker, à la hauteur du chemin Island Falls, à l'est de la route 634, dans le canton d'Adanac (Ontario), à environ 35 km au nord de Smooth Rock Falls (Ontario).

Le projet fera l'objet d'un examen préalable en conformité avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Toute objection aux répercussions que les travaux pourraient avoir sur la navigation maritime et sur l'environnement doit être adressée par écrit, dans un délai d'un mois suivant la date de publication du présent avis, au Directeur régional, Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans, 201, rue Front Nord, Bureau 703, Sarnia (Ontario) N7T 8B1.

Toronto, le 29 septembre 1999

ABITIBI-CONSOLIDATED INC.

[41-1]

**AUCTIONEERS ASSOCIATION OF CANADA****CHANGEMENT DE LIEU DU SIÈGE SOCIAL**

Avis est par les présentes donné que la Auctioneers Association of Canada a changé le lieu de son siège social qui est maintenant situé au 5240, Rue 1A Sud-Est, Bureau 100, Calgary (Alberta) T2H 1J1.

Le 24 août 1999

*Le président*  
P. GARDNER

[41-1-o]

**BANQUE DU CANADA****MODIFICATION AU RÈGLEMENT ADMINISTRATIF N° 9**

Sur proposition dûment faite et appuyée, il est décidé que, conformément aux pouvoirs conférés au Conseil en vertu du paragraphe 35(1) de la *Loi sur la Banque du Canada*, le règlement administratif n° 9 sera modifié pour se lire comme suit :

Le Comité de direction se réunit pour régler les questions qui sont de son ressort, à l'heure et à la date fixées par lui, ainsi que sur convocation du gouverneur; en outre, ce dernier convoque le Comité de direction lorsque deux membres du Comité en font la demande par écrit. Les convocations aux réunions du Comité de direction sont transmises de la même manière que les convocations aux réunions du Conseil.

Le Comité de direction exerce les fonctions énoncées dans la Loi ainsi que celles que le Conseil peut lui confier.

Un administrateur peut prendre part aux réunions du Comité de direction, par téléphone ou par un moyen de communication analogue.

A director may participate in a meeting of the Executive Committee by means of telephone or other communications facilities.

The foregoing is subject to the approval of the Governor in Council and shall become effective upon publication in the *Canada Gazette*.

Certified to be a true extract from the minutes of the meeting of the Board of Directors of the Bank of Canada held on September 11, 1997.

#### AMENDMENT TO BY-LAW NO. 10

Upon a motion duly made, seconded and carried, it was resolved that, pursuant to the powers vested in the Board under subsection 35(1) of the *Bank of Canada Act*, By-law No.10 be amended to read as follows:

Two voting members of the Executive Committee shall constitute a quorum; one shall be either the Governor or the Senior Deputy Governor while the other shall be a director appointed pursuant to Section 9 of the Act.

Certified to be a true extract from the minutes of the meeting of the Board of Directors of the Bank of Canada held on March 25, 1999.

Ottawa, June 18, 1999

L. T. REQUARD  
Corporate Secretary  
[41-1-o]

#### CANADIAN NIAGARA POWER COMPANY LIMITED

##### APPLICATION TO EXPORT ELECTRICITY TO THE UNITED STATES

Notice is hereby given that, by an application dated October 4, 1999, Canadian Niagara Power Company Limited (the "Applicant") has applied to the National Energy Board (the "Board") under Division II of Part VI of the *National Energy Board Act* (the "Act") for authorization to export up to 50 MW of firm and interruptible power and 250 GWh of firm and interruptible energy annually for a ten-year period.

The Board wishes to obtain the views of interested parties on this application before issuing a permit or recommending to the Governor in Council that a public hearing be held. The directions on procedure that follow explain in detail the procedure that will be used.

1. The Applicant shall deposit and keep on file, for public inspection during normal business hours, copies of the application at its offices located at 1130 Bertie Street, P.O. Box 1218, Fort Erie, Ontario L2A 5X2, (905) 871-0330, and provide a copy of the application to any person who makes a request. A copy of the application is also available for viewing during normal business hours in the Board's Library, 444 Seventh Avenue SW, Room 1002, Calgary, Alberta T2P 0X8.
2. Submissions that any party wishes to present shall be filed with the Secretary, National Energy Board, 444 Seventh Avenue SW, Calgary, Alberta T2P 0X8, (403) 292-5503 (Facsimile), and the Applicant by November 8, 1999.
3. Pursuant to subsection 119.06(2) of the Act, the Board shall have regard to all considerations that appear to it to be relevant.

Le règlement administratif ci-dessus doit être approuvé par le gouverneur en conseil et entrera en vigueur dès qu'il sera publié dans la *Gazette du Canada*.

Extrait conforme du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Banque du Canada le 11 septembre 1997.

#### MODIFICATION AU RÈGLEMENT ADMINISTRATIF N° 10

Sur proposition dûment faite et appuyée, il est décidé que, conformément aux pouvoirs conférés au Conseil d'administration en vertu du paragraphe 35(1) de la *Loi sur la Banque du Canada*, le règlement administratif n° 10 est modifié pour se lire comme suit :

Le quorum est atteint lorsque deux membres votants du Comité de direction sont présents à la réunion; l'un d'eux doit être le gouverneur ou le premier sous-gouverneur et l'autre un administrateur nommé en vertu de l'article 9 de la loi.

Extrait conforme du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la Banque du Canada le 25 mars 1999.

Ottawa, le 18 juin 1999

Le secrétaire général  
L. T. REQUARD  
[41-1-o]

#### CANADIAN NIAGARA POWER COMPANY LIMITED

##### DEMANDE VISANT L'EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ AUX ÉTATS-UNIS

Avis est par les présentes donné que la Canadian Niagara Power Company Limited (le « demandeur ») a déposé auprès de l'Office national de l'énergie (l'« Office »), aux termes de la section II de la partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la « Loi »), une demande datée du 4 octobre 1999 en vue d'obtenir l'autorisation d'exporter 50 mégawatts par année de puissance garantie ou interruptible et 250 gigawattheures par année d'énergie, soit garantie ou interruptible, et ce, pendant une période de dix ans.

L'Office souhaite obtenir les points de vue des parties intéressées sur cette demande avant de délivrer un permis ou de recommander au gouverneur en conseil qu'une audience publique soit tenue. Les instructions relatives à la procédure énoncées ci-après exposent en détail la démarche qui sera suivie.

1. Le demandeur doit déposer et conserver en dossier, aux fins d'examen public pendant les heures normales de bureau, des copies de la demande, à ses bureaux situés au 1130, rue Bertie, Case postale 1218, Fort Erie (Ontario) L2A 5X2, (905) 871-0330, et en fournir une copie à quiconque en fait la demande. On peut aussi consulter une copie de la demande, pendant les heures normales de bureau, à la bibliothèque de l'Office, 444, Septième Avenue Sud-Ouest, Pièce 1002, Calgary (Alberta) T2P 0X8.
2. Les parties qui désirent déposer des mémoires doivent le faire auprès du Secrétaire, Office national de l'énergie, 444, Septième Avenue Sud-Ouest, Calgary (Alberta) T2P 0X8, (403) 292-5503 (télécopieur), et auprès du demandeur, au plus tard le 8 novembre 1999.
3. Conformément au paragraphe 119.06(2) de la Loi, l'Office tiendra compte de tous les facteurs qu'il estime pertinents. En

In particular, the Board is interested in the views of submitters with respect to:

- (a) the effect of the exportation of the electricity on provinces other than that from which the electricity is to be exported;
- (b) the impact of the exportation on the environment; and
- (c) whether the Applicant has:
  - (i) informed those who have declared an interest in buying electricity for consumption in Canada of the quantities and classes of service available for sale, and
  - (ii) given an opportunity to purchase electricity on terms and conditions as favourable as the terms and conditions specified in the application to those who, within a reasonable time of being so informed, demonstrate an intention to buy electricity for consumption in Canada.

4. Any answer to submissions that the Applicant wishes to present in response to items 2 and 3 of this notice of application and directions on procedure shall be filed with the Secretary of the Board and served on the party that filed the submission by November 22, 1999.

5. Any reply that submitters wish to present in response to item 4 of this notice of application and directions on procedure shall be filed with the Secretary of the Board and served on the Applicant by December 6, 1999.

6. For further information on the procedures governing the Board's examination, contact Michel L. Mantha, Secretary, (403) 299-2714 (Telephone), (403) 292-5503 (Facsimile).

ANDREW C. VALLAS  
*Executive Director*  
*Marketing and Operations*

[41-1-0]

## FINOVA (CANADA) CAPITAL CORPORATION

### DOCUMENT DEPOSITED

Notice is hereby given, pursuant to section 105 of the *Canada Transportation Act*, that on September 23, 1999, the following documents was deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

Equipment Lease and Master Lease Schedule dated as of September 14, 1999, between Finova (Canada) Capital Corporation and Great Canadian Railtour Company, relating to two railcars denoted as car numbers RMR 9509 and RMR 9507, and accessories and appurtenances relating thereto.

September 23, 1999

FRASER MILNER  
*Solicitors*

[41-1-0]

## FRASER PAPER INC. (CANADA)

### APPLICATION TO EXPORT ELECTRICITY TO FRASER PAPER INC. OF MADAWASKA, MAINE

Notice is hereby given that by an application dated September 30, 1999, Fraser Paper Inc. (Canada) ["the Applicant"] has applied to the National Energy Board ("the Board") under Division II of Part VI of the *National Energy Board Act* ("the Act")

particulier, il s'intéresse aux points de vue des déposants sur les questions suivantes :

- a) les conséquences de l'exportation sur les provinces autres que la province exportatrice;
- b) les conséquences de l'exportation sur l'environnement;
- c) le fait que le demandeur :
  - (i) a informé quiconque s'est montré intéressé par l'achat d'électricité pour consommation au Canada des quantités et des catégories de services offerts,
  - (ii) a donné la possibilité d'acheter de l'électricité à des conditions aussi favorables que celles indiquées à ceux qui ont, dans un délai raisonnable suivant la communication de ce fait, manifesté l'intention d'acheter de l'électricité pour consommation au Canada.

4. Si le demandeur souhaite répondre aux mémoires visés aux points 2 et 3 du présent avis de la demande et des présentes instructions relatives à la procédure, il doit déposer sa réponse auprès du secrétaire de l'Office et en signifier copie à la partie qui a déposé le mémoire, au plus tard le 22 novembre 1999.

5. Si un déposant souhaite répliquer à la réponse visée au point 4 du présent avis de la demande et des présentes instructions relatives à la procédure, il doit déposer sa réponse auprès du secrétaire de l'Office et en signifier copie au demandeur au plus tard le 6 décembre 1999.

6. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les méthodes régissant l'examen mené par l'Office, prière de communiquer avec Michel L. Mantha, secrétaire, par téléphone, au (403) 299-2714, ou par télécopieur, au (403) 292-5503.

*Le directeur exécutif*  
*Opérations et marketing*  
ANDREW C. VALLAS

[41-1-0]

## FINOVA (CANADA) CAPITAL CORPORATION

### DÉPÔT DE DOCUMENT

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 105 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 23 septembre 1999 le document suivant a été déposé au Bureau du registraire général du Canada :

Contrat de location d'équipement et tableau de contrat de location en date du 14 septembre 1999 entre la Finova (Canada) Capital Corporation et la Great Canadian Railtour Company, concernant deux wagons portant les numéros RMR 9509 et RMR 9507 et les accessoires et l'équipement connexes y afférents.

Le 23 septembre 1999

*Les avocats*  
FRASER MILNER

[41-1-0]

## FRASER PAPER INC. (CANADA)

### DEMANDE VISANT L'EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ À LA FRASER PAPER INC. DE MADAWASKA (MAINE)

Avis est par les présentes donné que la Fraser Paper Inc. (Canada) [« la demanderesse »] a déposé auprès de l'Office national de l'énergie (« l'Office »), en vertu de la section II de la partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (« la Loi »),

for authorization to export 60 megawatts of firm power and 400 gigawatt-hours per year of firm energy for a period of three years commencing on January 1, 2000. This export would be in accordance with the terms of the firm power and energy contract between Fraser Paper Inc. (Canada) and Fraser Paper Inc. from the United States executed on September 24, 1999.

The Board wishes to obtain the views of interested parties on this application before issuing a permit or recommending to the Governor in Council that a public hearing be held. The directions on procedure that follow explain in detail the procedure that will be used.

1. The Applicant shall deposit and keep on file, for public inspection during normal business hours, copies of the application at its offices located at 27 Rice Street, Edmundston, New Brunswick E3V 1S9, and provide a copy of the application to any person who requests a copy. A copy of the application is also available for viewing during normal business hours in the Board's Library, 444 Seventh Avenue SW, Room 1002, Calgary, Alberta T2P 0X8.

2. Submission that any party wishes to present shall be filed with the Secretary, National Energy Board, 444 Seventh Avenue SW, Calgary, Alberta T2P 0X8, (403) 292-5503 (Facsimile), and the Applicant by October 30, 1999.

3. Pursuant to subsection 119.06(2) of the Act, the Board shall have regard to all considerations that appear to it to be relevant. In particular, the Board is interested in the views of submitters with respect to:

- (a) the effect of the exportation of the electricity on provinces other than that from which the electricity is to be exported;
- (b) the impact of the exportation on the environment; and
- (c) whether the Applicant has:
  - (i) informed those who have declared an interest in buying electricity for consumption in Canada of the quantities and classes of service available for sale, and
  - (ii) given an opportunity to purchase electricity on terms and conditions as favourable as the terms and conditions specified in the application to those who, within a reasonable time of being so informed, demonstrate an intention to buy electricity for consumption in Canada.

4. Any answer to submissions that the Applicant wishes to present in response to items 2 and 3 of this notice of application and direction on procedure shall be filed with the Secretary of the Board and served on the party that filed the submission by November 14, 1999.

5. Any reply that submitters wish to present in response to item 4 of this notice of application and directions on procedure shall be filed with the Secretary of the Board and served on the Applicant by November 24, 1999.

6. For further information on the procedures governing the Board's review, contact Michel L. Mantha, Secretary, (403) 299-2714 (Telephone), (403) 292-5503 (Facsimile).

FRASER PAPER INC. (CANADA)

[41-1-o]

une demande datée du 30 septembre 1999 en vue d'obtenir l'autorisation d'exporter 60 mégawatts de puissance garantie et 400 gigawattheures par année d'énergie garantie en vertu d'ententes dont la durée ne dépasse pas trois ans débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Les exportations seraient conformes aux termes de l'accord d'énergie et de puissance garantie signé entre la Fraser Paper Inc. (Canada) et la Fraser Paper Inc., des États-Unis, le 24 septembre 1999.

L'Office souhaite obtenir les points de vue des parties intéressées sur cette demande avant de délivrer un permis ou de recommander au gouverneur en conseil qu'une audience publique soit tenue. Les instructions relatives à la procédure qui sont énoncées ci-après expliquent en détail la procédure qui sera suivie.

1. La demanderesse doit déposer et garder en dossier, pour consultation publique pendant les heures normales de bureau, des copies de la demande, à ses bureaux situés au 27, rue Rice, Edmundston (Nouveau-Brunswick) E3V 1S9, et en fournir une copie à quiconque en fait la demande. On peut aussi consulter une copie de la demande, pendant les heures normales de bureau, à la bibliothèque de l'Office, 444, Septième Avenue Sud-Ouest, Pièce 1002, Calgary (Alberta) T2P 0X8.

2. Les parties qui désirent déposer des mémoires doivent le faire auprès du Secrétaire, Office national de l'énergie, 444, Septième Avenue Sud-Ouest, Calgary (Alberta) T2P 0X8, ou par télécopieur au (403) 292-5503 et auprès de la demanderesse, au plus tard le 30 octobre 1999.

3. Conformément au paragraphe 119.06(2) de la Loi, l'Office doit tenir compte de tous les facteurs qu'il estime pertinents. En particulier, il s'intéresse aux points de vue des déposants sur les questions suivantes :

- a) les conséquences de l'exportation de l'électricité sur les provinces autres que la province exportatrice;
- b) les conséquences de l'exportation sur l'environnement;
- c) le fait que la demanderesse :
  - (i) a informé quiconque s'est montré intéressé par l'achat d'électricité pour consommation au Canada, des quantités et des catégories de services offerts,
  - (ii) a donné la possibilité d'acheter de l'électricité à des conditions aussi favorables que celles indiquées dans la demande, à ceux qui, dans un délai raisonnable suivant la communication de ce fait, ont manifesté l'intention d'acheter l'électricité pour consommation au Canada.

4. Si la demanderesse souhaite répondre aux mémoires visés aux points 2 et 3 du présent avis de la demande et des présentes instructions relatives à la procédure, elle doit déposer sa réponse auprès du secrétaire de l'Office et en signifier une copie aux parties qui ont déposé les mémoires, au plus tard le 14 novembre 1999.

5. Si un déposant souhaite répliquer à la réponse visée au point 4 du présent avis de la demande et des présentes instructions relatives à la procédure, il doit déposer sa réponse auprès du secrétaire de l'Office et en signifier une copie à la demanderesse au plus tard le 24 novembre 1999.

6. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les méthodes régissant l'examen mené par l'Office, veuillez communiquer avec le secrétaire, Michel L. Mantha, par téléphone, au (403) 299-2714, ou par télécopieur, au (403) 292-5503.

FRASER PAPER INC. (CANADA)

[41-1-o]

**FRIENDS OF ST-FRANCIS OF ASSISI SCHOOL FOUNDATION****SURRENDER OF CHARTER**

Notice is hereby given that LA FONDATION DES AMIS DE L'ÉCOLE ST-FRANCIS D'ASSISI-FRIENDS OF ST-FRANCIS OF ASSISI SCHOOL FOUNDATION intends to apply to the Minister of Industry for leave to surrender its charter, pursuant to the *Canada Corporations Act*.

Saint-Lambert, August 23, 1999

MÉLANIE MELNYK  
*Secretary*

[41-1-o]

**LA FONDATION DES AMIS DE L'ÉCOLE ST-FRANCIS D'ASSISI****ABANDON DE CHARTE**

Avis est par les présentes donné que LA FONDATION DES AMIS DE L'ÉCOLE ST-FRANCIS D'ASSISI-FRIENDS OF ST-FRANCIS OF ASSISI SCHOOL FOUNDATION demandera au ministre de l'Industrie la permission d'abandonner sa charte en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

Saint-Lambert, le 23 août 1999

*La secrétaire*  
MÉLANIE MELNYK

[41-1-o]

**FUJI BANK CANADA****LETTERS PATENT OF CONTINUANCE**

Notice is hereby given that Fuji Bank Canada intends to apply to the Minister of Finance for the issue of letters patent continuing Fuji Bank Canada as a loan company under the *Trust and Loan Companies Act* (Canada).

Any person who objects to the proposed continuation may submit an objection in writing to the Superintendent of Financial Institutions of Canada.

Toronto, October 9, 1999

FUJI BANK CANADA

[41-4-o]

**BANQUE FUJI DU CANADA****LETTRES PATENTES DE PROROGATION**

Avis est par les présentes donné que la Banque Fuji du Canada a l'intention de demander au ministre des Finances la délivrance de lettres patentes prorogeant la Banque Fuji du Canada sous le régime de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada).

Toute personne qui s'oppose au projet de prorogation peut notifier par écrit son opposition au surintendant des institutions financières.

Toronto, le 9 octobre 1999

BANQUE FUJI DU CANADA

[41-4-o]

**HOME SAVINGS & LOAN CORPORATION****NOTICE OF INTENTION**

Notice is hereby given that Home Savings & Loan Corporation (the "Company") declares its intention to apply to the Minister of Finance for the issue of letters patent continuing the Company as a trust company under the *Trust and Loan Companies Act* (Canada) with the name Home Trust Company, in the English form, and Société de Fiducie Home, in the French form.

Any person who objects to the issuance of these letters patent may submit the objection in writing, before November 15, 1999, to the Superintendent of Financial Institutions, 255 Albert Street, Ottawa, Ontario K1A 0H2.

Toronto, September 10, 1999

SHARRON I. HATTON  
*Corporate Secretary*

[38-4-o]

**HOME SAVINGS & LOAN CORPORATION****AVIS D'INTENTION**

Avis est donné par les présentes que Home Savings & Loan Corporation (la « société ») a l'intention de demander au ministre des Finances de délivrer des lettres patentes en vue de constituer une société de fiducie aux termes de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada) portant le nom de Home Trust Company, en anglais, et de Société de Fiducie Home, en français.

Toute personne s'opposant à la délivrance de ces lettres patentes peut, avant le 15 novembre 1999, notifier par écrit son opposition au Surintendant des institutions financières, 255, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 0H2.

Toronto, le 10 septembre 1999

*La secrétaire de la société*  
SHARRON I. HATTON

[38-4-o]

**INTERNATIONAL ENTERPRISES LTD.****PLANS DEPOSITED**

International Enterprises Ltd. hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Fisheries and Oceans under the *Navigable Waters Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under section 9 of the said Act, International Enterprises Ltd. has deposited with the Minister of Fisheries and Oceans, and in the post office at Herring Neck, in the Electoral District of Twillingate, a description of the site and plans of an aquaculture site in Burnt Arm and Burnt Island Tickle, Notre Dame Bay, Newfoundland.

**INTERNATIONAL ENTERPRISES LTD.****DÉPÔT DE PLANS**

La société International Enterprises Ltd. donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Pêches et des Océans en vertu de la *Loi sur la protection des eaux navigables*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. La International Enterprises Ltd. a, en vertu de l'article 9 de ladite loi, déposé auprès du ministre des Pêches et des Océans, et au bureau de poste de Herring Neck, dans la circonscription électorale de Twillingate, une description de l'emplacement et les plans d'une installation d'aquaculture dans le bras de mer Burnt et le passage Burnt Island, baie Notre Dame (Terre-Neuve).



And take notice that the project is presently being screened pursuant to the *Canadian Environmental Assessment Act*.

Written objections based on the effect of the work on marine navigation and on the environment as it relates to areas of federal responsibility should be directed, not later than one month from the date of publication of this notice, to the Regional Director, Canadian Coast Guard, Department of Fisheries and Oceans, P.O. Box 5667, St. John's, Newfoundland A1C 5X1.

Herring Neck, September 30, 1999

ALVIN MILES  
*President*

[41-1-o]

**NEWCOURT CAPITAL USA INC.**

**SANTA FE RAILWAY COMPANY**

**DOCUMENT DEPOSITED**

Notice is hereby given, pursuant to section 105 of the *Canada Transportation Act*, that on September 22, 1999, the following document was deposited in the Office of the Registrar General of Canada:

Memorandum of Master Locomotive Lease Agreement and Schedule No. 1 to Master Locomotive Lease Agreement effective as from December 31, 1999, between Newcourt Capital USA Inc. and Santa Fe Railway Company.

September 29, 1999

LAFLEUR BROWN  
*Solicitors*

[41-1-o]

**SUN LIFE OF CANADA HOLDINGS CORP.**

**CHANGE OF NAME**

Notice is hereby given that Sun Life of Canada Holdings Corp. intends to make an application pursuant to section 224 of the *Insurance Companies Act* (Canada) to the Minister of Finance for approval to change its name to Sun Life Financial Services of Canada Inc., in English, and Financière Sun Life du Canada inc., in French.

Toronto, October 1, 1999

JAMES E. HENKEL  
*Corporate Secretary*

[41-4-o]

**TORONTO MUTUAL LIFE INSURANCE COMPANY**

**FIRST CATHOLIC SLOVAK LADIES ASSOCIATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA**

**AGREEMENT**

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of section 254 of the *Insurance Companies Act*, application will be made on or after November 12, 1999, to the Minister of Finance for approval to enter into an agreement, to be effective

Le projet fait présentement l'objet d'un examen préalable en conformité avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Toute objection aux répercussions que les travaux pourraient avoir sur la navigation maritime et sur l'environnement en ce qui a trait aux compétences fédérales doit être adressée par écrit, dans un délai d'un mois suivant la date de publication du présent avis, au Directeur régional, Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans, Case postale 5667, St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X1.

Herring Neck, le 30 septembre 1999

*Le président*  
ALVIN MILES

[41-1]

**NEWCOURT CAPITAL USA INC.**

**SANTA FE RAILWAY COMPANY**

**DÉPÔT DE DOCUMENT**

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 105 de la *Loi sur les transports au Canada*, que le 22 septembre 1999 le document suivant a été déposé au Bureau du registraire général du Canada :

Résumé du contrat type de location de locomotives et annexe n° 1 au contrat type de location de locomotives en vigueur à partir du 31 décembre 1999 entre la Newcourt Capital USA Inc. et la Santa Fe Railway Company.

Le 29 septembre 1999

*Les conseillers juridiques*  
LAFLEUR BROWN

[41-1-o]

**LES HOLDINGS SUN LIFE DU CANADA CORP.**

**CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE**

Avis est par les présentes donné que, conformément à l'article 224 de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada), Les Holdings Sun Life du Canada Corp. a l'intention de demander au ministre des Finances l'autorisation de changer la version anglaise de sa dénomination sociale à Sun Life Financial Services of Canada Inc., et la version française à Financière Sun Life du Canada inc.

Toronto, le 1<sup>er</sup> octobre 1999

*Le secrétaire*  
JAMES E. HENKEL

[41-4-o]

**TORONTO MUTUELLE, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE**

**FIRST CATHOLIC SLOVAK LADIES ASSOCIATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA**

**CONVENTION**

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 254 de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, une demande sera présentée au ministre des Finances le 12 novembre 1999 ou ultérieurement, ayant pour objet l'autorisation de

January 1, 1999, between the Toronto Mutual Life Insurance Company and First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada, a fraternal benefit society, under which the Toronto Mutual Life Insurance Company will assume and reinsure all of the Canadian insurance business of First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada with respect to contracts in force at the date of approval to enter into the Agreement.

The agreement and the independent actuary's report will be open to the inspection of members and policyholders of the Toronto Mutual Life Insurance Company and First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada for the period of 30 days commencing from the October 9, 1999, at the home office of the Toronto Mutual Life Insurance Company, 112 St. Clair Avenue W, Toronto, Ontario M4V 2Y3, and at the head office of First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada, 68 Scollard Street, 2nd Floor, Toronto, Ontario M5R 1G2.

Any member of policyholder is entitled to a copy of the agreement and the independent actuary's report upon request in writing to their respective home office.

October 9, 1999

TORONTO MUTUAL LIFE INSURANCE COMPANY

VAN M. CAMPBELL

*President*

FIRST CATHOLIC SLOVAK LADIES ASSOCIATION  
OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA

JOHN R. MILNES

*Chief Agent in Canada*

[41-1-o]

## TOWN OF ST. ANTHONY

### PLANS DEPOSITED

The Town of St. Anthony hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Fisheries and Oceans under the *Navigable Waters Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under section 9 of the said Act, the Town of St. Anthony has deposited with the Minister of Fisheries and Oceans, and in the St. Anthony Town Hall, in the electoral district of The Straits and White Bay North, Newfoundland, a description of the site and plans of the proposed wharf and site development in the St. Anthony Harbour, running from the existing Fish Plant Wharf to Marguerite Point.

Written objections based on the effect of the work on marine navigation and on the environment as it relates to areas of federal responsibility should be directed, not later than one month from the date of publication of this notice, to the Regional Director, Canadian Coast Guard, Department of Fisheries and Oceans, P.O. Box 5667, St. John's, Newfoundland A1C 5X1.

St. John's, September 29, 1999

TOWN OF ST. ANTHONY

[41-1-o]

la convention prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 1999 entre la Toronto Mutuelle, Compagnie d'assurance-vie et la First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada, une société de secours mutuel, en vertu de laquelle la Toronto Mutuelle, Compagnie d'assurance-vie prendra en charge et réassurera tous les contrats souscrits au Canada par la First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada, et qui seront en vigueur à la date d'autorisation de la convention.

Les membres et les détenteurs de police de la Toronto Mutuelle, Compagnie d'assurance-vie et de la First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada pourront consulter la convention et le rapport des actuaires indépendants pendant une période de 30 jours commençant le 9 octobre 1999, soit au siège social de la Toronto Mutuelle, Compagnie d'assurance-vie, situé au 112, avenue St. Clair Ouest, Toronto (Ontario) M4V 2Y3, soit au siège social de la First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada, situé au 68, rue Scollard, 2<sup>e</sup> étage, Toronto (Ontario) M5R 1G2.

Tout membre ou tout détenteur de police peut obtenir un exemplaire de la convention et du rapport des actuaires indépendants en soumettant une demande écrite au siège social de sa compagnie d'assurance.

Le 9 octobre 1999

TORONTO MUTUELLE, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE

*Le président*

VAN M. CAMPBELL

FIRST CATHOLIC SLOVAK LADIES ASSOCIATION  
OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND CANADA

*L'agent principal au Canada*

JOHN R. MILNES

[41-1-o]

## TOWN OF ST. ANTHONY

### DÉPÔT DE PLANS

La Town of St. Anthony donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Pêches et des Océans en vertu de la *Loi sur la protection des eaux navigables*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. La Town of St. Anthony a, en vertu de l'article 9 de ladite loi, déposé auprès du ministre des Pêches et des Océans, et à l'hôtel de ville de St. Anthony, circonscription électorale de The Straits and White Bay North (Terre-Neuve), une description de l'emplacement et les plans du projet d'aménagement du quai et du terrain dans le havre de St. Anthony, s'étendant du quai Fish Plant actuel à la pointe Marguerite.

Toute objection aux répercussions que les travaux pourraient avoir sur la navigation maritime et sur l'environnement en ce qui a trait aux compétences fédérales doit être adressée par écrit, dans un délai d'un mois suivant la date de publication du présent avis, au Directeur régional, Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans, Case postale 5667, St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X1.

St. John's, le 29 septembre 1999

TOWN OF ST. ANTHONY

[41-1]

**PROPOSED REGULATIONS**

**RÈGLEMENTS PROJETÉS**

*Table of Contents*

*Table des matières*

---

	<i>Page</i>
<b>Superintendent of Financial Institutions, Office of the Regulations Amending the Pension Benefits Standards Regulations, 1985.....</b>	<b>3022</b>

	<i>Page</i>
<b>Surintendant des institutions financières, bureau du Règlement modifiant le Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension .....</b>	<b>3022</b>

## Regulations Amending the Pension Benefits Standards Regulations, 1985

### Statutory Authority

*Pension Benefits Standards Act, 1985*

### Sponsoring Agency

Office of the Superintendent of Financial Institutions

### REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

Mechanism for an employer to establish claims to surplus

### Description

Under the *the Pension Benefits Standards Act, 1985* (PBSA), the federal government, through the Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI), supervises private pension plans covering federally regulated areas of employment. These federally regulated areas of employment include banks, airlines, interprovincial and international transportation, and telecommunications.

Bill S-3 (*An Act to amend the Pension Benefits Standards Act, 1985 and the Office of the Superintendent of Financial Institutions Act*), which received Royal Assent on June 11, 1998, offered well-considered measures to enhance the supervision of federally regulated private pension plans. The Bill followed the July 1996 discussion paper entitled *Enhancing the Supervision of Pension Plans Under the Pension Benefits Standards Act, 1985*.

There were several measures contained in Bill S-3 which require regulations to make them effective or to provide them with support. The proposed Regulations support new section 9.2 of the Act, as amended through Bill S-3, which specifies mechanisms for an employer to establish a claim to surplus.

Bill S-3 contained specific provisions in respect to the manner in which employers who sponsor pension plans with a substantial surplus (i.e. above a prudent estimate of what is needed to meet promised benefits) can withdraw a portion of that surplus. The new surplus provisions now state that, in cases where a pension plan has a surplus, the employer may propose a surplus withdrawal to members. If more than two-thirds of members consent, and the prescribed funding margins have been satisfied, the Superintendent of Financial Institutions may consent to the withdrawal. For ongoing plans, if fewer than two-thirds but more than one-half of members consent to the proposal, the legislation allows the issue to go to binding arbitration. In order to expedite the payout process for plans that are being wound up and for which the employer is in liquidation, arbitration is mandatory if the 50 percent threshold is met or within 18 months of plan termination.

## Règlement modifiant le Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension

### Fondement législatif

*Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*

### Organisme responsable

Bureau du surintendant des institutions financières

### RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

Mécanisme permettant à un employeur d'établir son droit à l'excédent

### Description

En vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* (LNPP), le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), surveille les régimes de retraite privés couvrant un emploi lié ou rattaché à la mise en service d'un ouvrage, d'une entreprise ou d'une activité de compétence fédérale, ce qui comprend les banques, les transporteurs aériens, les entreprises de transport interprovincial et international et les entreprises de télécommunications.

Le projet de loi S-3, *Loi modifiant la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension et la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, qui a reçu la sanction royale le 11 juin 1998, renfermait des mesures soigneusement mûries pour renforcer la surveillance des régimes de retraite privés assujettis à la réglementation fédérale. Ce projet de loi faisait suite au document de discussion de juillet 1996 intitulé *Renforcer la surveillance des régimes de retraite assujettis à la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*.

Plusieurs mesures contenues dans le projet de loi S-3 doivent être édictées ou encadrées par règlement. Le règlement proposé sera pris en vertu du nouvel article 9.2 de la LNPP, dans sa version modifiée par le projet de loi S-3, qui précise la façon dont un employeur peut établir son droit à l'excédent.

Le projet de loi S-3 renfermait des dispositions précises sur la façon pour un employeur dont le régime affiche un excédent substantiel (c'est-à-dire un excédent supérieur au montant nécessaire, estimé avec prudence, pour assurer le service des prestations promises) de retirer une partie de cet excédent. En vertu des nouvelles dispositions pertinentes, si un régime de retraite affiche un excédent, l'employeur peut proposer aux participants de le retirer. Si plus des deux tiers des participants y consentent, et sous réserve des marges de capitalisation prescrites, le surintendant des institutions financières peut approuver le retrait. Quant aux régimes exploités sur une base de permanence, si moins des deux tiers mais plus de la moitié des participants souscrivent à la proposition, la question peut être soumise à l'arbitrage exécutoire. Pour accélérer le versement dans le cas des régimes en voie de cessation et dont l'employeur est en liquidation, l'arbitrage est obligatoire si le seuil de 50 p. 100 est atteint ou dans les 18 mois de la cessation du régime.

The proposed Regulations are required or ancillary to the new surplus provisions of the amended PBSA.

#### Alternatives

The Government announced its intention to amend the surplus provisions of the PBSA as part of the July 1996 discussion paper entitled *Enhancing the Supervision of Pension Plans Under the Pension Benefits Standards Act, 1985*. Alternative approaches to handling surplus withdrawals from pension plans were considered during the preparation and passage of Bill S-3. The proposed regulatory amendments support Bill S-3 provisions relating to the mechanisms for an employer to establish claims to surplus. They follow the Government's stated intention to address the concerns raised by federally regulated pension plan administrators.

#### Benefits and Costs

The regulatory amendment will entail costs to the employer/plan administrator who proposes a surplus withdrawal, given the requirement that they also notify spouses, persons entitled to pensions and annuitants. Other parties that may incur costs include unions, union members and other interested parties as a result of making representations. These costs are anticipated to be less than taking the surplus distribution to court, and are considered reasonable in surplus refund circumstances.

#### Consultation

Extensive consultations were conducted subsequent to the publication of the July 1996 discussion paper as well as during the drafting of the legislative amendments (i.e. Bill S-3). In January 1996, the Secretary of State (International Financial Institutions) issued a press release indicating that proposals for revision to the PBSA would be brought forward in early 1996. The discussion paper entitled *Enhancing the Supervision of Pension Plans Under the Pension Benefits Standards Act, 1985* was approved by Cabinet, in June 1996, and released by the Secretary of State (International Financial Institutions) in July 1996.

The proposals contained in the discussion paper were developed by the Office of the Superintendent of Financial Institutions in close consultation with the Department of Finance. All appropriate departments were consulted and did not raise any objections to the release of the policy paper or to the proposals contained therein.

The discussion paper invited interested parties to comment on the range of proposals by September 27, 1996. One of the proposals in this paper was to clarify uncertainty about entitlements to surplus refunds, and interested parties were invited to comment. There were 2 100 copies of the discussion paper distributed to a wide variety of interested parties. Comments were received from 30 parties including individual pension plan administrators, consulting accountants, actuaries, lawyers and industry groups. The comments represented just over 50 percent of active members of plans administered under the PBSA and almost 60 percent of assets held in those plans. Few comments were received from individual plan members, retirees or other beneficiaries. Overall, the submissions were supportive of the thrust of the proposals.

Meetings were held with specific stakeholder groups (e.g. Canadian Bankers Association, CN Pensioners Association, Multi-Employer Benefit Plan Council of Canada, Canadian

Le projet de règlement est nécessaire ou accessoire aux nouvelles dispositions relatives à l'excédent que renferme la version modifiée de la LNPP.

#### Solutions envisagées

Le Gouvernement a annoncé son intention de modifier les dispositions de la LNPP portant sur l'excédent dans le document de discussion de juillet 1996 intitulé *Renforcer la surveillance des régimes de retraite assujettis à la Loi de 1985 sur les normes de prestations de pension*. D'autres façons de régir le retrait de l'excédent d'un régime de retraite ont été envisagées parallèlement à l'élaboration et à l'adoption du projet de loi S-3. Les modifications réglementaires proposées appuient les dispositions du projet de loi S-3 portant sur les mécanismes permettant à un employeur d'établir son droit à l'excédent. Elles font suite à l'intention déclarée du Gouvernement de répondre aux préoccupations soulevées par les administrateurs de régimes de retraite fédéraux.

#### Avantages et coûts

Les modifications réglementaires entraîneront des coûts pour l'employeur ou l'administrateur de régime qui propose le retrait de l'excédent, vu l'obligation pour ce dernier d'en informer également les conjoints, les personnes ayant droit à une pension et les rentiers. D'autres parties intéressées, y compris les syndicats, les membres de ces derniers et d'autres intéressés, pourraient également faire des observations qui engendreraient d'autres coûts. On prévoit que ces coûts seront inférieurs à ceux de la contestation de la distribution de l'excédent devant les tribunaux, et ils sont jugés raisonnables en situation de remboursement de l'excédent.

#### Consultations

De vastes consultations ont été tenues après la publication du document de discussion de juillet 1996 et pendant l'élaboration des modifications législatives, c'est-à-dire du projet de loi S-3. En janvier 1996, le secrétaire d'État (Institutions financières internationales) a émis un communiqué indiquant que les propositions de modification de la LNPP seraient déposées au début de 1996. Le document de discussion intitulé *Renforcer la surveillance des régimes de retraite assujettis à la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* a été approuvé par le Cabinet en juin 1996 et publié par le secrétaire d'État (Institutions financières internationales) en juillet 1996.

Les propositions contenues dans le document de discussion ont été élaborées par le Bureau du surintendant des institutions financières en étroite collaboration avec le ministère des Finances. Tous les ministères intéressés ont été consultés, et aucun d'eux ne s'est opposé à la publication du document de discussion ou aux propositions qu'il renfermait.

Les intéressés avaient la possibilité, jusqu'au 27 septembre 1996, de présenter leurs observations au sujet du contenu du document de discussion. L'une des propositions qu'il renfermait visait à préciser le droit au remboursement de l'excédent. Le document de discussion a été diffusé à 2 100 exemplaires à une vaste gamme d'intéressés. Trente d'entre eux, y compris des administrateurs de régime, des experts-comptables, des actuaires, des avocats et des groupes de l'industrie, ont soumis des commentaires. Ces répondants intervenaient pour un peu plus de 50 p. 100 des participants actifs des régimes assujettis à la LNPP et pour près de 60 p. 100 de l'actif détenu dans ces régimes. Peu de commentaires ont été reçus de la part des participants individuels, des retraités ou d'autres bénéficiaires. Dans l'ensemble, les observations appuient l'objet des propositions.

Des réunions ont été tenues avec certains groupes d'intervenants (par exemple, l'Association des banquiers canadiens, l'Association des retraités du CN, le Multi-Employer Benefits Plan

Labour Congress) and follow-up consultations were conducted with various industry groups (i.e. Canadian Institute of Actuaries, Association of Canadian Pension Management).

The pension industry had ample opportunities to provide comments prior to Royal Assent to Bill S-3. In addition, the proposed Regulations were posted on the OSFI Web site for public comments. Material suggestions that were consistent with overall government policy have been incorporated in the proposed Regulations.

#### *Compliance and Enforcement*

While the legislative surplus provisions, as amended through Bill S-3, will require adjustments in OSFI procedures and practices, compliance problems are not expected. OSFI will issue further guidance to pension plan administrators on the new requirements and procedures.

### Amendment to the fee formula

#### *Description*

OSFI collects annual filing fees from the pension plans it regulates. The fees cover OSFI operating expenses for supervising pension plans. The fee for each year is set in advance, based on estimates for the year's expenses adjusted by the previous year's deficit or excess. Since 1991, when full cost recovery became effective, the minimum annual fee has fluctuated between \$160 and \$262 and the maximum fee between \$80,000 and \$131,000 per plan, depending on the number of plan members.

The proposed Regulations include a new averaging formula introduced for fee calculation purposes to avoid large fluctuations in annual filing fees. The Regulations currently require that any deficits and excesses in total annual fees exceeding incurred expenses, have to be reflected in the following year's fees. The new formula allows for any deficits or excesses to be averaged out over the following five years.

#### *Alternatives*

An alternative could be to average gains and losses in OSFI pension supervisory expenses over a period shorter or longer than the proposed five years. The five year limitation is considered adequate to cause a smoothing effect and short enough to maintain fiscal accountability for current supervisory activity.

#### *Benefits and Costs*

This adjustment to the fee formula should benefit both the plan administrators and OSFI, given that it will provide the ability to better anticipate forthcoming fees. No additional administrative costs will be incurred by OSFI, and there are no long term additional costs to pension plans as a result of the averaging formula.

#### *Consultation*

The proposed Regulations were posted on the OSFI Web site for public comments. No negative comments were received in response to the posted draft Regulations.

Council of Canada et le Congrès canadien du travail), et des consultations de suivi ont été menées auprès de divers groupes de l'industrie (l'Institut canadien des actuaires et l'Association of Canadian Pension Management).

L'industrie des régimes de retraite a largement eu l'occasion de soumettre des observations avant la sanction du projet de loi S-3. En outre, le projet de règlement a été diffusé sur le site Web du BSIF aux fins de commentaires. Les suggestions importantes compatibles avec la politique d'ensemble du Gouvernement ont été intégrées au projet de règlement.

#### *Respect et exécution*

Même si les dispositions législatives portant sur l'excédent, dans leur version modifiée par le projet de loi S-3, obligeront le BSIF à revoir ses procédures et pratiques, aucun problème d'observation n'est prévu. Le BSIF émettra d'autres consignes aux administrateurs des régimes de retraite concernant les exigences et procédures nouvelles.

### Modification de la formule de calcul des droits

#### *Description*

Le BSIF perçoit des droits annuels relativement aux états que lui soumettent chaque année les régimes de retraite qu'il réglemente. Ces droits couvrent les dépenses de fonctionnement du BSIF relatives à la surveillance des régimes de retraite. Les droits annuels sont fixés à l'avance sur la base des dépenses estimatives pour l'année, compte tenu du déficit ou de l'excédent de l'exercice antérieur. Depuis l'entrée en vigueur intégrale du recouvrement des coûts, en 1991, le montant minimum des droits annuels oscille entre 160 \$ et 262 \$, et le plafond des droits se situe entre 80 000 \$ et 131 000 \$ par régime, selon le nombre de participants.

Le projet de règlement comprend une nouvelle formule d'étalement aux fins du calcul des droits pour éviter les fortes variations de ces derniers. À l'heure actuelle, tout déficit ou excédent des droits annuels sur les dépenses encourues doit être pris en compte dans le calcul des droits de l'année suivante. La nouvelle formule permettra d'étaler ces déficits ou excédents sur cinq ans.

#### *Solutions envisagées*

On aurait pu étaler les déficits et excédents au titre des dépenses du BSIF portant sur la surveillance des régimes de retraite sur une période plus courte ou plus longue que les cinq ans proposés. Cette période est toutefois jugée adéquate pour générer un effet de lissage et suffisamment brève pour préserver la reddition de comptes à l'égard des activités de surveillance courantes.

#### *Avantages et coûts*

Cette modification de la formule de calcul des droits devrait favoriser à la fois les administrateurs de régimes et le BSIF puisqu'il sera plus facile de prévoir les droits ultérieurs. Le BSIF n'aura pas à absorber de coûts d'administration supplémentaires, tandis que les régimes ne subiront pas de coûts additionnels à long terme par suite de l'instauration de cette formule d'étalement.

#### *Consultations*

Le projet de règlement a été affiché sur le site Web du BSIF aux fins de commentaires. Aucune observation négative n'a été reçue.

*Compliance and Enforcement*

This amendment to the fee formula will not require any changes in OSFI procedures. No compliance problems are expected.

*Contact*

Pirjo Davitt, Manager, Supervision and Policy, Private Pension Plans Division, Office of the Superintendent of Financial Institutions, Kent Square, 255 Albert Street, Ottawa, Ontario K1A 0H2, (613) 990-7867 (Telephone), (613) 990-7394 (Facsimile), penben @osfi-bsif.gc.ca (Electronic mail).

*Respect et exécution*

Cette modification de la formule de calcul des droits n'entraînera aucun changement des procédures du BSIF, et aucun problème d'observation n'est prévu.

*Personne-ressource*

Pirjo Davitt, Gestionnaire, Surveillance et politique, Division des régimes de retraite privés, Bureau du surintendant des institutions financières, Carré Kent, 255, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 0H2, (613) 990-7867 (téléphone), (613) 990-7394 (télécopieur), penben@osfi-bsif.gc.ca (courrier électronique).

**PROPOSED REGULATORY TEXT**

Notice is hereby given that the Governor in Council, pursuant to the definition "surplus"<sup>a</sup> in subsection 2(1), paragraph 9.2(3)(b),<sup>b</sup> subsection 9.2(7)<sup>b</sup> and paragraphs 39(b),<sup>c</sup> (h.1)<sup>d</sup> and (o) of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*,<sup>e</sup> proposes to make the annexed *Regulations Amending the Pension Benefits Standards Regulations, 1985*.

Any interested persons may make representations concerning the proposed Regulations within 15 days after the date of publication of this notice. All such representations must be addressed to Mr. Charles P. Johnston, Regulations Officer, Legislation and Precedents Division, Office of the Superintendent of Financial Institutions, 255 Albert Street, Ottawa, Ontario K1A 0H2, and cite the *Canada Gazette*, Part I, and the date of this notice.

Ottawa, September 29, 1999

MARC O'SULLIVAN  
*Assistant Clerk of the Privy Council*

**REGULATIONS AMENDING THE PENSION BENEFITS STANDARDS REGULATIONS, 1985**

## AMENDMENTS

**1. (1) The definition "going concern valuation" in subsection 2(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* is replaced by the following:**

"going concern valuation" means a valuation of the assets and liabilities of a plan using actuarial assumptions and methods that are in accordance with accepted actuarial practice for the valuation of a plan that is not expected to be terminated or wound up; (*évaluation sur une base de permanence*)

**(2) Subsection 2(1) of the Regulations is amended by adding the following in alphabetical order:**

"accepted actuarial practice" means the standards of practice described in paragraph 9(2)(b) of the Act, taking into account any specification made by the Superintendent under that paragraph; (*normes actuarielles reconnues*)

**PROJET DE RÉGLEMENTATION**

Avis est donné que le gouverneur en conseil, en vertu de la définition de « excédent »<sup>a</sup> au paragraphe 2(1), de l'alinéa 9.2(3)b)<sup>b</sup>, du paragraphe 9.2(7)<sup>b</sup> et des alinéas 39b)<sup>c</sup>, h.1)<sup>d</sup> et o) de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*,<sup>e</sup> se propose de prendre le *Règlement modifiant le Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, ci-après.

Les intéressées peuvent présenter leurs observations au sujet du projet de règlement, dans les 15 jours suivant la date de publication du présent avis, à Monsieur Charles P. Johnston, Agent de la réglementation, Division de la législation et des précédents, Bureau du surintendant des institutions financières, 255, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 0H2. Ils sont priés d'y citer la Partie I de la *Gazette du Canada* et la date de publication du présent avis.

Ottawa, le 29 septembre 1999

*Le greffier adjoint du Conseil privé*  
MARC O'SULLIVAN

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE 1985 SUR LES NORMES DE PRESTATION DE PENSION**

## MODIFICATIONS

**1. (1) La définition de « évaluation sur une base de permanence », au paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*<sup>1</sup>, est remplacée par ce qui suit :**

« évaluation sur une base de permanence » Évaluation de l'actif et du passif d'un régime, selon des hypothèses et méthodes actuarielles conformes aux normes actuarielles reconnues qui s'appliquent à l'évaluation d'un régime dont la cessation ou la liquidation est improbable. (*going concern valuation*)

**(2) Le paragraphe 2(1) du même règlement est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« évaluation de solvabilité » Évaluation de l'actif et du passif d'un régime selon des hypothèses et méthodes actuarielles conformes aux normes actuarielles reconnues qui s'appliquent à l'évaluation d'un régime dans l'hypothèse de sa cessation. (*solvency valuation*)

<sup>a</sup> S.C., 1998, c. 12, ss. 1(4)

<sup>b</sup> S.C., 1998, c. 12, s. 9

<sup>c</sup> S.C., 1998, c. 12, ss. 26(1)

<sup>d</sup> S.C., 1998, c. 12, ss. 26(2)

<sup>e</sup> R.S., c. 32 (2nd Supp.)

<sup>1</sup> SOR/87-19

<sup>a</sup> L.C. (1998), ch. 12, par. 1(4)

<sup>b</sup> L.C. (1998), ch. 12, art. 9

<sup>c</sup> L.C. (1998), ch. 12, par. 26(1)

<sup>d</sup> L.C. (1998), ch. 12, par. 26(2)

<sup>e</sup> L.R., ch. 32 (2<sup>e</sup> suppl.)

<sup>1</sup> DORS/87-19

“solvency valuation” means a valuation of the assets and liabilities of a plan using actuarial assumptions and methods that are in accordance with accepted actuarial practice for the valuation of a plan as if it had terminated; (*évaluation de solvabilité*)

**2. Section 16<sup>2</sup> of the Regulations is replaced by the following:**

**16.** (1) For the purpose of the definition “surplus” in subsection 2(1) of the Act, the amount by which the assets of a pension plan exceed its liabilities shall be determined by subtracting the liabilities of the plan from its assets, where those assets and liabilities are as shown in an actuarial report filed with the Superintendent under subsection 12(3) of the Act and prepared in accordance with accepted actuarial practice, and, in the case of a plan that has not been fully terminated, those assets and liabilities are valued in the report according to a going concern valuation.

(2) A refund of all or part of a surplus may be made if

(a) in respect of a plan that has not been fully terminated, the surplus exceeds the greater of the following amounts that are attributable to the defined benefit provisions of the plan:

- (i) two times the employer’s contribution to the normal cost of the plan, and
- (ii) 25% of the liabilities of the plan, determined according to a solvency valuation;

(b) in respect of a plan that has been fully terminated, provision has been made for the payment of all accrued or payable benefits in accordance with subsection 29(7) of the Act;

(c) the administrator of the plan has given notice in writing to the plan members, former members and any other person who is entitled to a pension benefit under the terms of the plan that the employer intends to withdraw all or part of the surplus and that they may make any comments in writing to the Superintendent concerning the refund of all or part of the surplus;

(d) 30 days have gone by after the day on which the administrator gave notice under paragraph (c);

(e) the Superintendent has consented to the refund of all or part of the surplus and has given notice of that consent, in writing, to the persons referred to in paragraph (c) who made comments in writing concerning the refund; and

(f) 14 days have gone by after the day on which the Superintendent gave notice under paragraph (e).

(3) For the purpose of this section, liabilities accrued under defined contribution provisions of a plan as the result of a conversion of defined benefit provisions to defined contribution provisions of the plan are deemed not to be attributable to the defined benefit provisions of the plan.

(4) In respect of a plan that has not been fully terminated, the surplus or part of it that may be refunded may be no greater than the amount by which the surplus exceeds the greater of the following amounts that are attributable to the defined benefit provisions of the plan:

- (a) two times the employer’s contribution to the normal cost of the plan, and
- (b) 25% of the liabilities of the plan, determined according to a solvency valuation.

(5) The following classes of persons are prescribed for the purpose of paragraph 9.2(3)(b) of the Act:

« normes actuarielles reconnues » Normes de pratique visées à l’alinéa 9(2)b) de la Loi, compte tenu des indications données par le surintendant aux termes de cet alinéa. (*accepted actuarial practice*)

**2. L’article 16<sup>2</sup> du même règlement est remplacé par ce qui suit :**

**16.** (1) Pour l’application de la définition de « excédent » au paragraphe 2(1) de la Loi, l’excédent de l’actif d’un régime de pension sur le passif est déterminé par soustraction du passif et de l’actif tel qu’ils figurent dans le rapport actuariel déposé auprès du surintendant conformément au paragraphe 12(3) de la Loi et établi en conformité avec les normes actuarielles reconnues. Dans le cas d’un régime ne faisant pas l’objet d’une cessation totale, cet actif et ce passif correspondent aux montants établis selon l’évaluation sur une base de permanence.

(2) Le remboursement de tout ou partie de l’excédent peut être effectué si les conditions suivantes sont réunies :

a) dans le cas d’un régime ne faisant pas l’objet d’une cessation totale, l’excédent dépasse le plus élevé des montants suivants attribuables aux dispositions à prestations déterminées du régime :

- (i) un montant égal à deux fois les cotisations patronales destinées au paiement des coûts normaux du régime,
- (ii) un montant égal à 25 pour cent du passif du régime déterminé selon l’évaluation de solvabilité;

b) dans le cas d’un régime faisant l’objet d’une cessation totale, des mesures ont été prises pour le service des prestations acquises ou payables conformément au paragraphe 29(7) de la Loi;

c) l’administrateur du régime a avisé par écrit les participants, actuels et anciens, et toute autre personne ayant droit à une prestation de pension au titre du régime, de l’intention de l’employeur de retirer la totalité ou une partie de l’excédent et de leur droit de présenter par écrit au surintendant leurs observations au sujet du remboursement;

d) 30 jours se sont écoulés après la communication de l’avis mentionné à l’alinéa c);

e) le surintendant a consenti au remboursement de tout ou partie de l’excédent et il en a avisé par écrit les personnes mentionnées à l’alinéa c) qui lui ont présenté des observations par écrit au sujet de ce remboursement;

f) 14 jours se sont écoulés après la communication de l’avis mentionné à l’alinéa e).

(3) Pour l’application du présent article, le passif découlant des dispositions d’un régime à cotisations déterminées par suite de la conversion des dispositions à prestations déterminées du régime en des dispositions à cotisations déterminées est réputé ne pas être attribuable aux dispositions à prestations déterminées du régime.

(4) Dans le cas d’un régime ne faisant pas l’objet d’une cessation totale, le remboursement total ou partiel de l’excédent ne peut être supérieur au montant correspondant à la différence entre l’excédent et le plus élevé des montants suivants attribuables aux dispositions à prestations déterminées du régime :

- a) un montant égal à deux fois les cotisations patronales destinées au paiement des coûts normaux du régime;
- b) un montant égal à 25 pour cent du passif du régime déterminé selon l’évaluation de solvabilité.

(5) Les catégories de personnes suivantes sont établies pour l’application de l’alinéa 9.2(3)b) de la Loi :

<sup>2</sup> SOR/95-171

<sup>2</sup> DORS/95-171



- (a) any persons who are entitled to pension benefits payable from the plan, but not including plan members;
- (b) spouses and former spouses of members or former members who are entitled to pension benefits or pension benefit credits payable from the plan; and
- (c) any persons for whom the administrator has purchased annuities, other than life annuities purchased under section 26 of the Act, but not including plan members.

*Arbitration Relating to Refund of Surplus*

**16.1** (1) An arbitration under subsection 9.2(4) of the Act shall include a procedure by which

- (a) unionized members can make written representations to the executive of their union; and
- (b) any person described in subsection 9.2(3) of the Act but not described in paragraph (a) can make written representations to the arbitrator.

(2) For the purpose of subsection 9.2(7) of the Act, the prescribed period is one year beginning on the day on which the employer issues the notifications under subsection 9.2(4) of the Act.

(3) The arbitrator shall publish a notice of the time and place at which the arbitration will begin.

(4) The notice must include

- (a) the mailing address where a person in either of the categories referred to in subsection 9.2(3) of the Act can obtain a copy of the written procedures for the arbitration; and
- (b) the mailing address where those persons may make written representations.

(5) The notice must be published once a week for two consecutive weeks in one or more newspapers in general circulation in each province in which persons in either of the categories referred to in subsection 9.2(3) of the Act reside.

(6) The last notice must be published not more than eight weeks and not less than four weeks before the date of the arbitration.

**3. Subsections 25(5)<sup>3</sup> and (6)<sup>3</sup> of the Regulations are replaced by the following:**

(5) The basic rate for an office year beginning on or after April 1, 1992 is the rate determined in accordance with the formula

$$(A + B) / C$$

where

A is the estimated total of expenses expected to be incurred during the office year for the registration of pension plans and the supervision, including inspection, of pension plans by the Superintendent;

B is 20% of the amount by which the total of expenses incurred for the registration of pension plans and the supervision, including inspection, of pension plans by the Superintendent in the second to the sixth preceding office years but not those years ending in or before 1998 exceeds the total of fees, revenues and expenses paid by pension plans under this section and subsection 34(3) of the Act in the second to the sixth preceding office years but not those years ending in or before 1998; and

C is the estimated total of the plan fee bases of all pension plans expected to be filed for registration under section 10 of the

- a) les personnes, autres que les participants, ayant droit à une prestation de pension au titre du régime;
- b) les conjoints ou les anciens conjoints des participants, actuels ou anciens, ayant droit à une prestation de pension ou à un droit de pension au titre du régime;
- c) les personnes, autres que les participants, pour lesquelles l'administrateur a acheté une prestation viagère autre que celle visée à l'article 26 de la Loi.

*Arbitrage concernant le remboursement de l'excédent*

**16.1** (1) La procédure d'arbitrage visée au paragraphe 9.2(4) de la Loi doit prévoir ce qui suit :

- a) le droit des participants syndiqués de présenter leurs observations par écrit aux dirigeants du syndicat;
- b) le droit des autres personnes visées au paragraphe 9.2(3) de la Loi de présenter leurs observations par écrit à l'arbitre.

(2) Pour l'application du paragraphe 9.2(7) de la Loi, le délai est d'un an à compter de la date à laquelle l'employeur a informé le surintendant conformément au paragraphe 9.2(4) de la Loi.

(3) L'arbitre fait publier un avis des date, heure et lieu d'ouverture de la procédure d'arbitrage.

(4) L'avis doit indiquer :

- a) l'adresse postale où les personnes visées au paragraphe 9.2(3) de la Loi peuvent obtenir copie de la procédure d'arbitrage;
- b) l'adresse postale où elles peuvent faire parvenir leurs observations.

(5) L'avis doit être publié une fois par semaine pendant deux semaines consécutives dans au moins un journal à grand tirage dans chaque province où résident les personnes visées au paragraphe 9.2(3) de la Loi.

(6) L'avis doit être publié pour la dernière fois au moins quatre semaines et au plus huit semaines avant la date de l'ouverture de la procédure d'arbitrage.

**3. Les paragraphes 25(5)<sup>3</sup> et (6)<sup>3</sup> du même règlement sont remplacés par ce qui suit :**

(5) Le taux de base pour une année administrative débutant le 1<sup>er</sup> avril 1992 ou après cette date est égal au résultat du calcul suivant :

$$\frac{(A + B)}{C}$$

où :

A représente le montant estimatif total des dépenses prévues pour l'année administrative pour l'agrément des régimes de pension et la supervision, notamment l'inspection, par le surintendant des régimes de pension;

B 20 pour cent du montant total des dépenses engagées pour l'agrément des régimes de pension et la supervision, notamment l'inspection, par le surintendant des régimes de pension, déduction faite du montant total des droits, des recettes et des dépenses payés par un régime de pension en vertu du présent article et du paragraphe 34(3) de la Loi, ce montant étant déterminé pour l'avant-dernière année administrative et les quatre années administratives précédentes, sauf qu'il n'est pas tenu compte des années administratives terminées en 1998 ou antérieurement;

<sup>3</sup> SOR/91-228

<sup>3</sup> DORS/91-228

Act during the office year or for which an information return is expected to be filed during the office year under section 12 of the Act.

(6) Each time an information return is filed for a pension plan under section 12 of the Act, a fee shall be paid for the supervision, including inspection, of the plan by the Superintendent. The fee is the amount determined by multiplying the plan fee base in respect of the plan by the basic rate that is in effect six months after the last day of the plan year in respect of which the information return is filed.

COMING INTO FORCE

**4. These Regulations come into force on the day on which they are registered.**

[41-1-o]

C le montant estimatif total des assiettes de droits de tous les régimes de pension pour lesquels un état relatif au régime devrait être déposé conformément à l'article 12 de la Loi ou devraient être déposés pour agrément conformément à l'article 10 de la Loi au cours de l'année administrative.

(6) Il doit être payé pour la supervision, notamment l'inspection, par le surintendant des régimes de pension, chaque fois qu'un état relatif au régime est déposé conformément à l'article 12 de la Loi, un droit égal au produit de la multiplication de l'assiette des droits du régime par le taux de base en vigueur six mois après le dernier jour de l'exercice à l'égard duquel l'état est déposé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

**4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.**

[41-1-o]

## INDEX

No. 41 — October 9, 1999

(An asterisk indicates a notice previously published.)

**COMMISSIONS****Canadian International Trade Tribunal**

Appeals — Notice No. HA-99-007 ..... 3003

**Canadian Radio-television and Telecommunications****Commission**

\*Addresses of CRTC offices — Interventions ..... 3004

## Decisions

99-449 to 99-453 ..... 3004

## Public Hearings

1999-9-1 ..... 3005

1999-10 ..... 3006

1999-10-1 ..... 3011

## Public Notices

1999-161 ..... 3011

1999-162 ..... 3012

1999-163 ..... 3012

1999-164 ..... 3013

**GOVERNMENT HOUSE**

Canadian Bravery Decorations ..... 2990

**GOVERNMENT NOTICES****Human Resources Development, Dept. of**

## Canada Student Loans Regulations

Interest rates ..... 2995

**Industry, Dept. of**

Appointments ..... 2995

## Radiocommunication Act

DGTP-006-99 — Amendments to the microwave spectrum utilization policies in the 1–3 GHz frequency range ..... 2996

DGTP-007-99 — Spectrum utilization policy for licence exempt wireless local area networks in the 5 GHz range ..... 2997

**National Revenue, Dept. of**

## Income Tax Act

Revocation of registration of charities ..... 2998

**GOVERNMENT NOTICES (Conc.)****Solicitor General, Dept. of the**

## Criminal Code

Designation of fingerprint examiners ..... 3001

**Superintendent of Financial Institutions, Office of the**

## Bank Act

Foreign bank orders ..... 3001

**MISCELLANEOUS NOTICES**

Abitibi-Consolidated Inc., new modular steel bridge over the Redsucker River, Ont. .... 3014

Auctioners Association of Canada, relocation of head office ..... 3014

Bank of Canada, amendment to By-law No. 9 and amendment to By-law No. 10 ..... 3014

Canadian Niagara Power Company Limited, application to export electricity to the United States ..... 3015

Finova (Canada) Capital Corporation, document deposited . 3016

Fraser Paper Inc. (Canada), application to export electricity to Fraser Paper Inc. of Madawaska, Maine ..... 3016

**FRIENDS OF ST-FRANCIS OF ASSISI SCHOOL**

FOUNDATION, surrender of charter ..... 3018

Fuji Bank of Canada, letters patent of continuance ..... 3018

\*Home Savings &amp; Loan Corporation, notice of intention .... 3018

## International Enterprises Ltd., aquaculture site in Burnt

Arm and Burnt Tickle, Nfld. .... 3018

## Newcourt Capital USA Inc. and Santa Fe Railway Com-

pany, document deposited ..... 3019

## St. Anthony, Town of, proposed wharf and site develop-

ment in the St. Anthony Harbour, Nfld. .... 3020

Sun Life of Canada Holdings Corp., change of name ..... 3019

## Toronto Mutual Life Insurance Company and First Catholic

Slovak Ladies Association of the United States of

America and Canada, agreement ..... 3019

**PARLIAMENT****House of Commons**

\*Filing applications for private bills (1st Session, 36th Parliament) ..... 3002

**PROPOSED REGULATIONS****Superintendent of Financial Institutions, Office of the**

## Pension Benefits Standards Act, 1985

Regulations Amending the Pension Benefits Standards Regulations, 1985 ..... 3022

**INDEX**

N° 41 — Le 9 octobre 1999

(L'astérisque indique un avis déjà publié.)

**AVIS DIVERS**

Abitibi-Consolidated Inc., nouveau pont modulaire en acier au-dessus de la rivière Redsucker (Ont.).....	3014
Auctioners Association of Canada, changement de lieu du siège social .....	3014
Banque du Canada, modification au règlement administratif n° 9 et modification au règlement administratif n° 10 .....	3014
Banque Fuji du Canada, lettres patentes de prorogation .....	3018
Canadian Niagara Power Company Limited, demande visant l'exportation d'électricité aux États-Unis .....	3015
Finova (Canada) Capital Corporation, dépôt de document ...	3016
<b>FONDATION DES AMIS DE L'ÉCOLE ST-FRANCIS</b>	
D'ASSISI (LA), abandon de charte.....	3018
Fraser Paper Inc. (Canada), demande visant l'exportation d'électricité à la Fraser Paper Inc. de Madawaska (Maine).....	3016
Holdings Sun Life du Canada Corp. (Les), changement de dénomination sociale.....	3019
*Home Savings & Loan Corporation, avis d'intention .....	3018
International Enterprises Ltd., installation d'aquaculture dans le bras de mer Burnt et le passage Burnt (T.-N.).....	3018
Newcourt Capital USA Inc. et Santa Fe Railway Company, dépôt de document .....	3019
St. Anthony, Town of, projet d'aménagement du quai et du terrain dans le havre de St. Anthony (T.-N.) .....	3020
Toronto Mutuelle, Compagnie d'assurance-vie et First Catholic Slovak Ladies Association of the United States of America and Canada, convention .....	3019

**AVIS DU GOUVERNEMENT****Développement des ressources humaines, min. du**

Règlement canadien sur les prêts aux étudiants	
Taux d'intérêt .....	2995

**Industrie, min. de l'**

Nominations .....	2995
Loi sur la radiocommunication	
DGTP-006-99 — Modifications aux politiques d'utilisation du spectre micro-ondes dans les bandes hertziennes de 1 à 3 GHz.....	2996
DGTP-007-99 — Politique d'utilisation du spectre pour les réseaux locaux sans fil exempts de licence fonctionnant dans la gamme de 5 GHz.....	2997

**AVIS DU GOUVERNEMENT (fin)****Revenu national, min. du**

Loi de l'impôt sur le revenu	
Annulation d'enregistrement d'organismes de bienfaisance .....	2998

**Solliciteur général, min. du**

Code criminel	
Désignation à titre d'inspecteurs d'empreintes digitales ...	3001
<b>Surintendant des institutions financières, bureau du</b>	
Loi sur les banques	
Arrêtés de banque étrangère .....	3001

**COMMISSIONS****Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes**

*Adresses des bureaux du CRTC — Interventions .....	3004
Audiences publiques	
1999-9-1 .....	3005
1999-10 .....	3006
1999-10-1 .....	3011
Avis publics	
1999-161 .....	3011
1999-162 .....	3012
1999-163 .....	3012
1999-164 .....	3013
Décisions	
99-449 à 99-453 .....	3004
<b>Tribunal canadien du commerce extérieur</b>	
Appels — Avis n° HA-99-007 .....	3003

**PARLEMENT****Chambre des communes**

*Demandes introductives de projets de loi privés (1 <sup>re</sup> session, 36 <sup>e</sup> législature) .....	3002
---	------

**RÈGLEMENTS PROJETÉS****Surintendant des institutions financières, bureau du**

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension	
Règlement modifiant le Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension.....	3022

**RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL**

Décorations canadiennes pour actes de bravoure .....	2990
--	------



*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Publishing  
Public Works and Government Services  
Canada  
Ottawa, Canada K1A 0S9

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions du gouvernement du Canada  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
Ottawa, Canada K1A 0S9